

Mai 2014

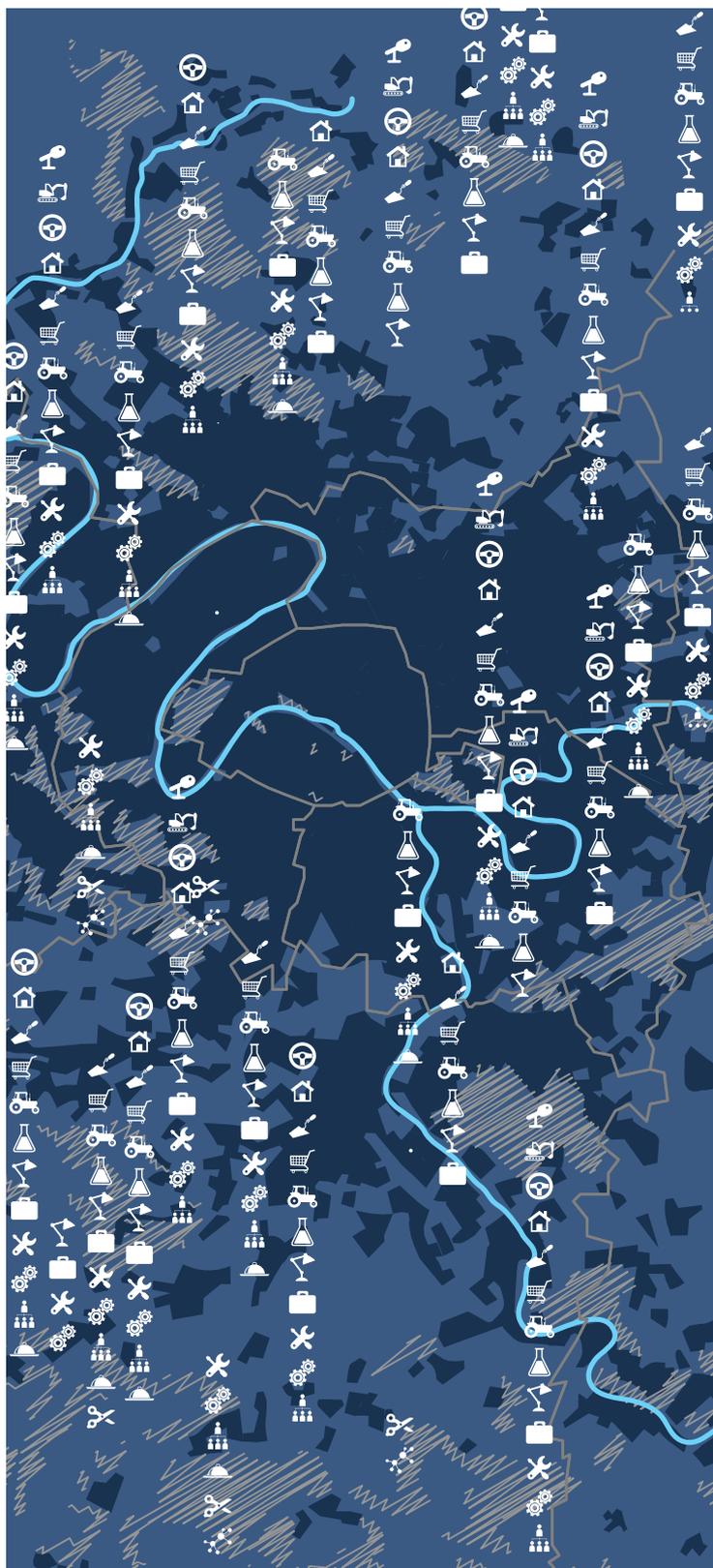
Emploi et crise

Départements et territoires de l'Île-de-France



INSTITUT
D'AMÉNAGEMENT
ET D'URBANISME

ÎLE-DE-FRANCE



Emploi et crise

Départements et territoires de l'Île-de-France

Mai 2014

IAU île-de-France

15, rue Falguière 75740 Paris cedex 15

Tél. : + 33 (1) 77 49 77 49 - Fax : + 33 (1) 77 49 76 02

<http://www.iau-idf.fr>

Directrice général : Valérie Mancret-Taylor

Département : Economie et Développement local, directrice Anne-Marie Roméra

Étude réalisée par Pascale Leroi

Cartographie réalisée par Pascale Guéry

N° d'ordonnancement : 6.14.003

© IAU îdF –mai 2014

Crédits photo(s) de couverture : B. Raoux/ IAU îdF, illustration de couverture P. Guéry/ IAU îdF

Sommaire

Avant-propos	3
Partie 1 : Trajectoires de l'emploi	5
L'emploi tend à se localiser en proche couronne	5
L'industrie diminue dans tous les départements	8
Le tertiaire se développe, notamment en proche couronne	9
La construction augmente dans les années 2000	10
Chômage : des inégalités sociales et territoriales	15
Partie 2 : Effets de crise	17
Paris et les Hauts de Seine : des cycles plus visibles	17
Crise de 2008, la proche couronne s'en sort mieux	18
Des pertes d'emploi dans l'industrie et le tertiaire	20
La crise fait augmenter le chômage	22
Eclairage cartographique sur les évolutions communales	24
Partie 3 : L'emploi sur le territoire	27
Une zone centrale élargie	27
Les emplois ont une localisation plus concentrée que la population	29
Un tertiaire spécialisé, une industrie qualifiée	30
Plus de cadres que d'ouvriers	32
Conclusion	35
Elargissement de la centralité	35
Le passage de la crise	35
Des profils départementaux contrastés	36

Avant-propos

Ce dossier retrace les évolutions de l'emploi dans les départements et les territoires franciliens entre 1990 et 2012. Il situe le passage de la crise par rapport aux évolutions structurelles et propose des repères sur le profil économique des départements à travers les activités et les professions présentes.

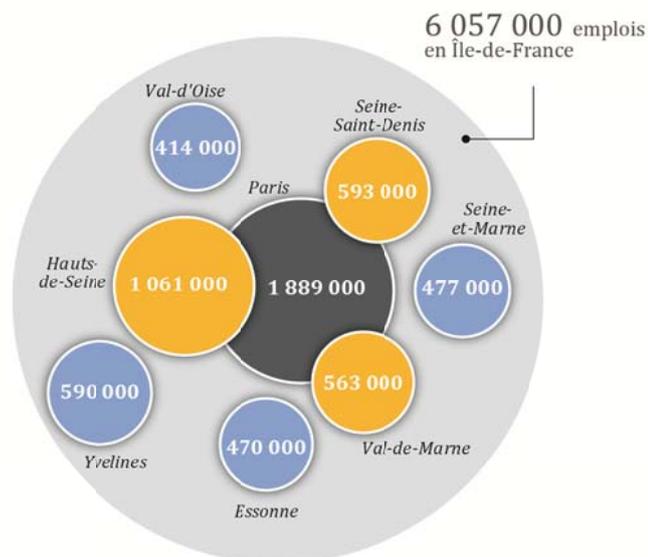
Ce dossier est la suite infrarégionale de l'étude « Emploi et crise en Ile-de-France et 7 autres régions » publié en janvier 2014.

Partie 1 : Trajectoires de l'emploi

Au cours des vingt dernières années, l'emploi en France a évolué vers davantage d'activités tertiaires, d'activités à haute valeur ajoutée et vers une plus grande qualification des actifs. La productivité de l'emploi a augmenté tandis que la précarité de l'emploi s'est développée et que le chômage s'est maintenu à un niveau élevé malgré des périodes de baisse.

L'Île-de-France est la région française la plus tertiaire et la plus spécialisée, sa population est particulièrement active et diplômée. Ce profil contribue largement à un niveau de chômage et de précarité de l'emploi moins élevé que dans les autres régions. Ces constats s'inscrivent dans une géographie métropolitaine où l'emploi est centralisé dans l'agglomération économique, et les territoires infrarégionaux contrastés dans leurs caractéristiques sociales et économiques.

Emplois par département



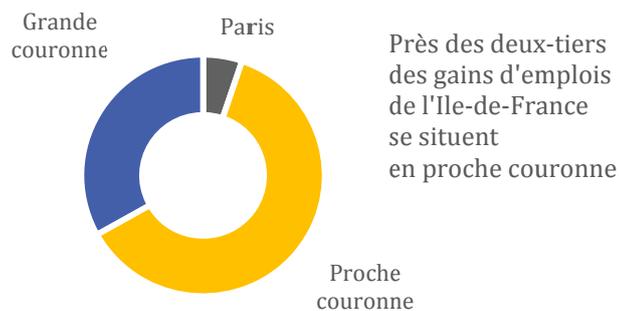
Source : Insee, emploi total au 31/12/2012
© IAU idF

L'emploi tend à se localiser en proche couronne

Sur longue période, 1990-2012, l'emploi a augmenté dans tous les départements franciliens, à l'exception de Paris. La capitale, après une période de décroissance de l'emploi, 1990-1998, a vu ses effectifs se stabiliser dans les années 2000. L'emploi a régulièrement augmenté dans le département des Hauts-de-Seine, qui réalise un gain maximal parmi les départements franciliens, + 166 000 emplois sur la période. Cela représente une augmentation de +19% des effectifs. La Seine-et-Marne a également connu un développement important des emplois réalisés en grande partie dans les années 1990 : +124 000 emplois sur la période, soit +35%. La croissance des emplois s'est accélérée dans les années 2000 en Seine-Saint-Denis qui a réalisé un gain de +83 000 sur la période soit +16%. Les augmentations d'emplois du Val d'Oise, +84 000 emplois soit +22% et de l'Essonne, +66 000 emplois, +16% se situent à un niveau intermédiaire. Le Val-de-Marne et les Yvelines, ont eu un développement plus modéré, +50 000 emplois environ et +10% sur la période 1990-2012.

En plus de deux décennies, les équilibres entre le centre de l'agglomération et la périphérie se sont modifiés. Le recul régulier du poids de Paris, la croissance de la part de la grande couronne dans les

Répartition du solde net d'emplois 2000-2012

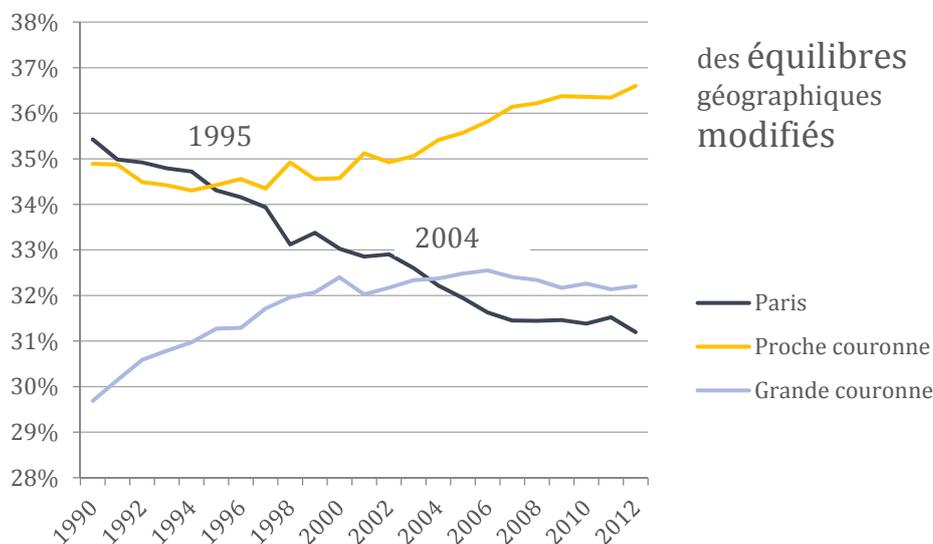


Source : Insee, estimations localisées d'emploi

années 1990 puis celle de la proche couronne dans les années 2000 induisent deux points d'inflexion. A partir de 1995, la part de la proche couronne dans l'emploi régional dépasse celle de Paris ; à partir de 2004, c'est au tour de la grande couronne de dépasser le poids de la capitale.

Dans les années 2000, les emplois de la proche couronne ont augmenté plus rapidement que la moyenne régionale. Celle-ci a totalisé 62% des gains nets d'emplois de l'Île-de-France entre 2000 et 2012, les Hauts-de-Seine maintenant leur attractivité et de la Seine-Saint-Denis la renforçant. En 2012, la proche couronne accueille 37% des effectifs totaux régionaux, la grande couronne 32% et Paris 31%.

Evolution de la répartition de l'emploi entre 1990 et 2012



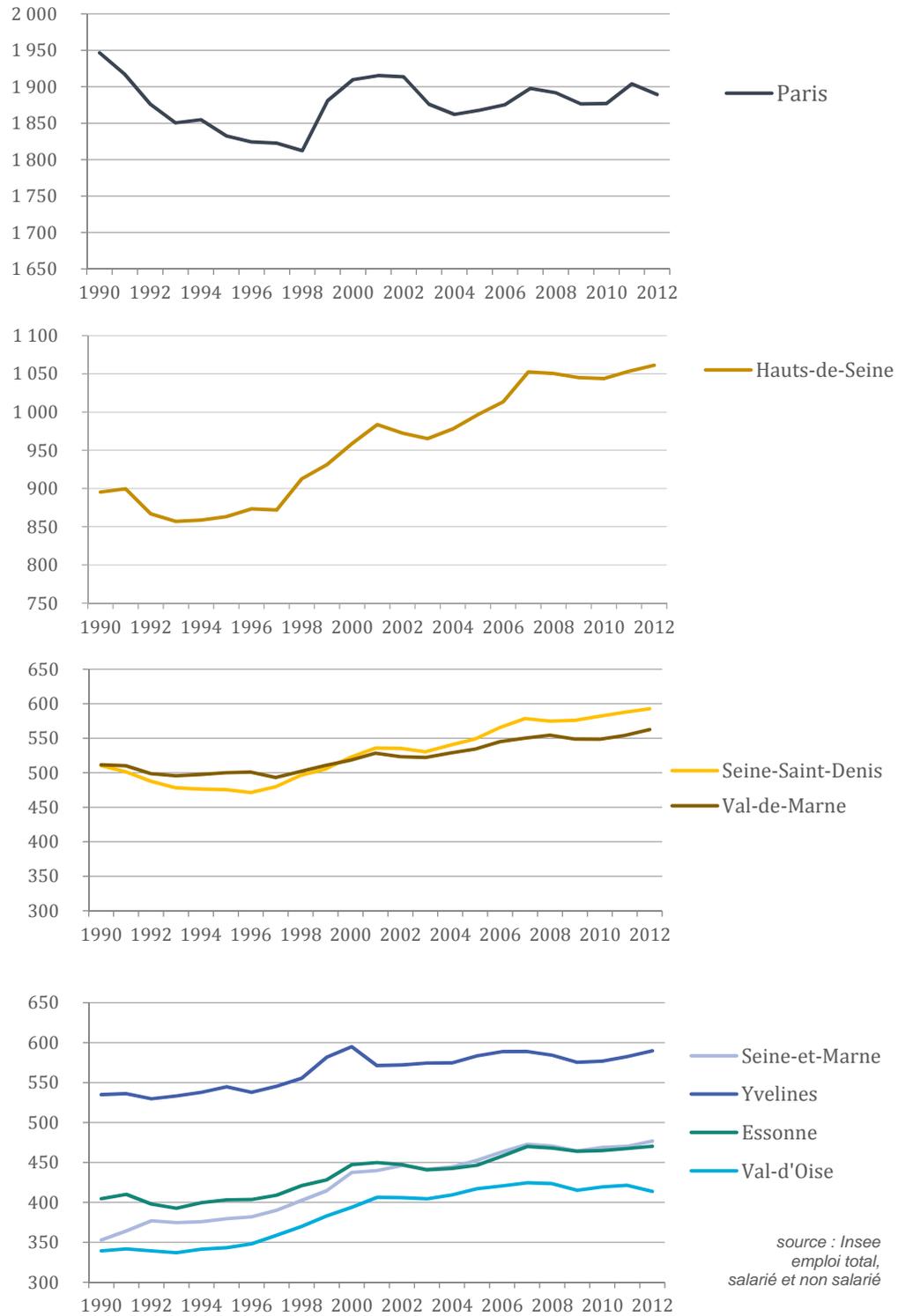
Source : Insee, estimations annuelles de l'emploi, salarié et non salarié

L'emploi en 1990 et 2012

	Emplois totaux en milliers		Part dans l'emploi de l'Île-de-France		Tendance d'évolution 1990-2012	
	1990	2012	1990	2012	En milliers	En %
Paris	1 947	1 889	35%	31%	-57	-3%
Hauts de Seine	895	1 061	16%	18%	166	19%
Seine Saint Denis	510	593	9%	10%	83	16%
Val-de-Marne	512	563	9%	9%	51	10%
Proche couronne	1 917	2 217	35%	37%	299	16%
Seine-et-Marne	353	477	6%	8%	124	35%
Yvelines	535	590	10%	10%	55	10%
Essonne	405	470	7%	8%	66	16%
Val d'Oise	339	414	6%	7%	74	22%
Grande couronne	1 631	1 950	30%	32%	319	20%
Île-de-France	5 495	6 056	100%	100%	561	10%

Source : Insee, estimations annuelles de l'emploi, salarié et non salarié, 31/12 de chaque année

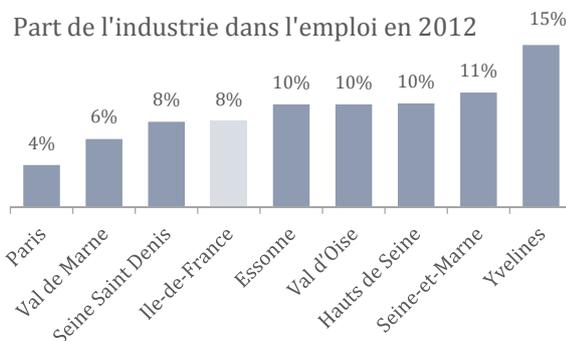
Evolution des emplois de 1990 à 2010, en milliers



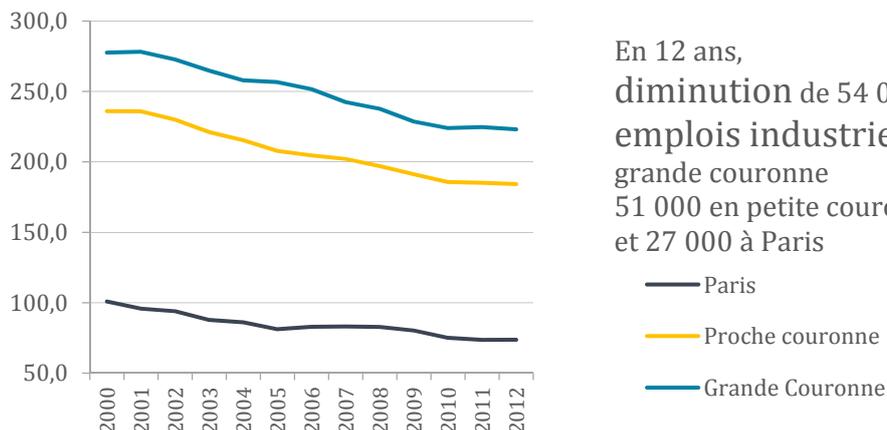
L'industrie diminue dans tous les départements

L'Île-de-France a connu une désindustrialisation très importante au cours des vingt dernières années. Elle s'est poursuivie dans les années 2000 et ce, dans tous les départements. Entre 2000 et 2012, les emplois de l'industrie ont diminué de 22% en Île-de-France soit une perte de 132 000 emplois. Le département de la Seine-Saint-Denis est proportionnellement le département le plus touché, avec une diminution des effectifs de 30%, suivi de Paris et de la Seine-et-Marne, où les effectifs reculent respectivement de 27%. Sur cette période, la grande couronne perd 54 000 emplois industriels, la proche couronne 51 000 et Paris 27 000.

L'industrie ne représente plus que 4% des emplois de la capitale en 2012, pour une moyenne régionale de 8% et un maximum départemental de 15% dans les Yvelines.



Evolution des emplois industriels entre 2000 et 2012 en milliers



Source : Insee, estimations annuelles de l'emploi, salarié et non salarié, 31/12 de chaque année

Les emplois dans l'industrie en 2000 et 2012

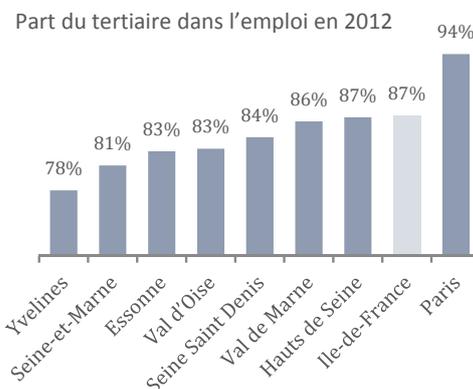
	Emplois totaux en milliers		Part dans l'emploi de l'Île-de-France		Tendance d'évolution 2000-2012	
	2000	2012	2000	2012	En milliers	En %
Paris	101	74	16%	15%	-27	-27%
Hauts de Seine	124	102	20%	21%	-22	-18%
Seine Saint Denis	66	47	11%	10%	-19	-30%
Val-de-Marne	45	35	7%	7%	-10	-21%
Proche couronne	235	184	38%	38%	-51	-22%
Seine-et-Marne	70	51	11%	11%	-19	-27%
Yvelines	106	89	17%	18%	-17	-16%
Essonne	55	45	9%	9%	-10	-18%
Val d'Oise	47	39	8%	8%	-8	-17%
Grande couronne	278	224	30%	46%	-54	-19%
Île-de-France	614	482	100%	100%	-132	-22%

Source : Insee, estimations annuelles de l'emploi, salarié et non salarié, 31/12 de chaque année

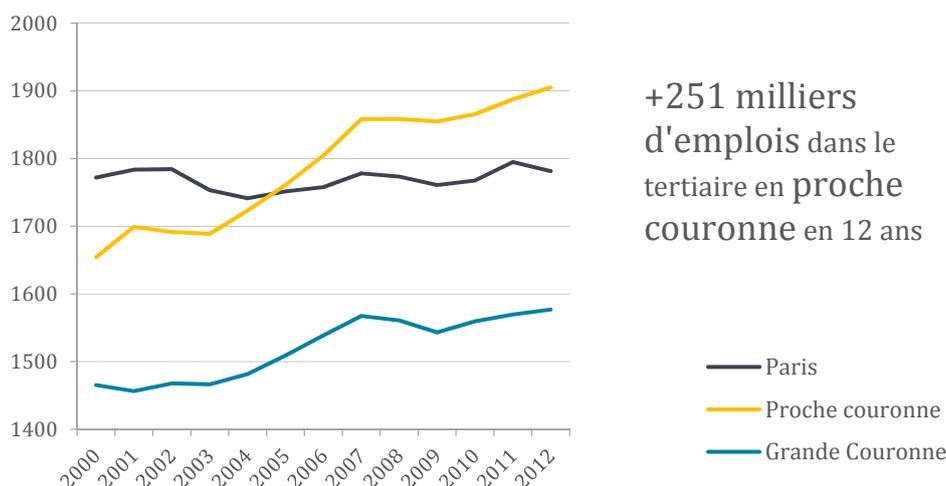
Le tertiaire se développe, notamment en proche couronne

Les emplois de services sont largement prépondérants dans l'emploi. En 2012, l'Île-de-France compte 5 263 000 d'emplois tertiaire soit 87% des emplois, salariés et non-salariés. Entre 2000 et 2012, les activités tertiaires ont augmenté de 372 000 emplois, soit une croissance de 8%. L'augmentation a été plus élevée en proche couronne, +15%, qu'en grande couronne, +8%. La croissance est maximale en Seine-Saint-Denis en proportion, +19%, et dans les Hauts-de-Seine en volume, +124 000 emplois. Les effectifs sont restés relativement stables dans la capitale.

La part du tertiaire dans l'emploi est maximale à Paris, 94% des emplois salariés et non-salariés, puis dans les Hauts-de-Seine, 87 % en 2012. Ces deux territoires sont également les plus orientés sur le tertiaire marchand.



Evolution des emplois tertiaires entre 2000 et 2012 en milliers



Source : Insee, estimations annuelles de l'emploi, salarié et non salarié, 31/12 de chaque année

Les emplois dans le tertiaire en 2000 et 2012

	Emplois totaux en milliers		Part dans l'emploi de l'Île-de-France		Tendance d'évolution 2000-2012	
	2000	2012	2000	2012	En milliers	En %
Paris	1 772	1 781	36%	34%	+9	0,5%
Hauts de Seine	795	920	16%	17%	+124	16%
Seine Saint Denis	421	500	9%	9%	+79	19%
Val-de-Marne	438	485	9%	9%	+47	11%
Proche couronne	1 654	1 905	34%	36%	+251	15%
Seine-et-Marne	332	386	7%	7%	+54	16%
Yvelines	451	460	9%	9%	+8	2%
Essonne	361	388	7%	7%	+27	8%
Val d'Oise	321	343	7%	7%	+23	7%
Grande couronne	1 465	1 577	30%	30%	+112	8%
Île-de-France	4 892	5 263	100%	100%	+372	8%

Source : Insee, estimations annuelles de l'emploi, salarié et non salarié, 31/12 de chaque année

Répartition entre tertiaire marchand et non marchand en 2012 en %

	Emplois tertiaires		
	Marchand	Non Marchand	Total
Hauts de Seine	80%	20%	100%
Paris	75%	25%	100%
Île-de-France	71%	29%	100%
Seine-Saint- Denis	66%	34%	100%
Val-de-Marne	65%	35%	100%
Val d'Oise	65%	35%	100%
Seine-et-Marne	64%	36%	100%
Yvelines	64%	36%	100%
Essonne	64%	36%	100%

Source : Insee, estimations annuelles de l'emploi, salarié et non salarié

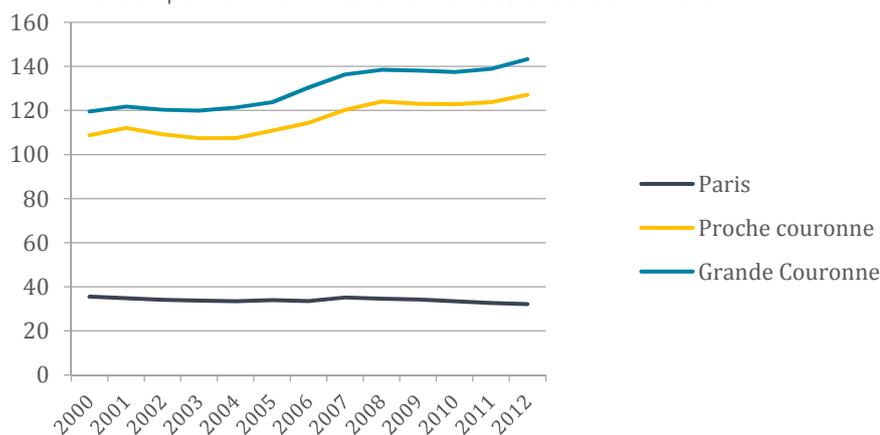
La construction augmente dans les années 2000

Les emplois de la construction ont suivi une évolution contrastée en Île-de-France : diminution des effectifs dans les années 90, puis augmentation modérée mais régulière des effectifs dans les années 2000. Les résultats positifs de la construction depuis 2007 en Île-de-France sont atypiques en France, où le secteur perd des emplois.

Sur la période 2000-2012, les emplois de la construction ont augmenté dans tous les départements à l'exception de Paris où ils ont diminué et des Hauts-de-Seine où ils sont restés stables, +1%. L'augmentation a été importante en Seine-Saint-Denis, +30% pour une moyenne de +15% en Ile-de-France.

La construction occupe en 2012 un poids sensiblement identique, de l'ordre de 8%, dans l'emploi des départements franciliens,. Elle est cependant plus faible à Paris, 2% des emplois, et dans les Hauts-de-Seine, 4%.

Evolution des emplois de la construction entre 2000 et 2012 en milliers



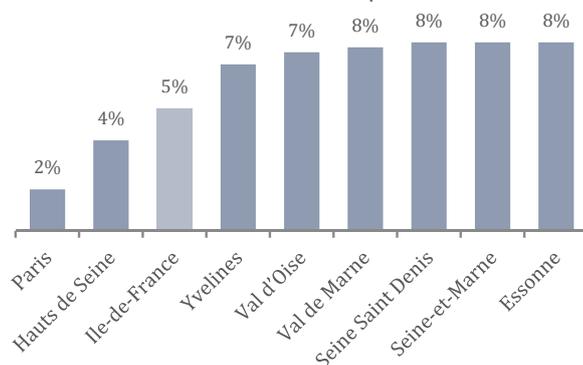
Source : Insee, estimations annuelles de l'emploi, salarié et non salarié, 31/12 de chaque année

Les emplois dans la construction en 2000 et 2012

	Emplois totaux en milliers		Part dans l'emploi de l'Île-de-France		Tendance d'évolution 2000-2012	
	2000	2012	2000	2012	En milliers	En %
Paris	36	32	13%	11%	-3	-10%
Hauts de Seine	39	39	15%	13%	0	1%
Seine Saint Denis	35	46	13%	15%	+11	30%
Val-de-Marne	35	42	13%	14%	+7	21%
Proche couronne	109	127	41%	42%	+18	17%
Seine-et-Marne	31	37	12%	12%	+6	20%
Yvelines	36	40	13%	13%	+5	13%
Essonne	29	36	11%	12%	+7	25%
Val d'Oise	24	30	9%	10%	+6	24%
Grande couronne	120	143	45%	47%	+24	20%
Île-de-France	264	303	100%	100%	+39	15%

Source : Insee, estimations annuelles de l'emploi, salarié et non salarié

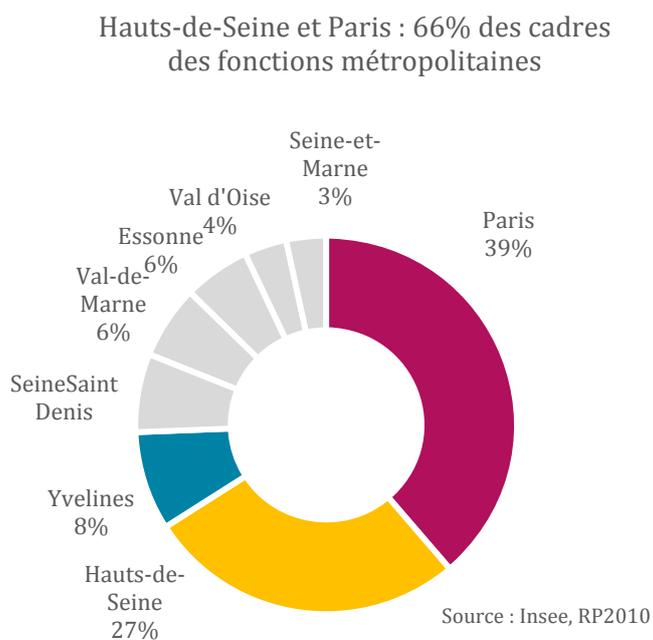
Part de la construction dans l'emploi



La qualification progresse, surtout à l'ouest

L'Île-de-France est très orientée sur les fonctions économiques demandant les connaissances les plus pointues. Les cadres des fonctions métropolitaines (CFM), c'est-à-dire les cadres occupant des fonctions stratégiques, recherche, conception, prestations intellectuelles,... représentent 20 % de l'emploi régional contre 10 % en moyenne en France. Cette catégorie d'emploi surqualifiée est localisée en premier lieu à Paris et dans les Hauts-de-Seine qui totalisent deux-tiers des emplois des cadres des fonctions métropolitaines de la région en 2010.

Entre 1999 et 2010, Paris a capté 40 % des emplois supplémentaires de cadres des fonctions métropolitaines, le département des Hauts-de-Seine, 28%. Des départements où les CFM étaient peu présents en 1999 ont eu une croissance élevée, en particulier la Seine-Saint-Denis, +58% de CFM entre 1999 et 2010, le Val-de-Marne, +44%, et la Seine-et-Marne, +42%. La croissance des CFM dans les Hauts-de-Seine et à Paris est remarquable à la fois en effectifs et en taux de croissance, + 43%. Cette catégorie y est surreprésentée : 33% des emplois des Hauts-de-Seine et 24% des emplois parisiens sont des CFM.



Evolution des cadres des fonctions métropolitaines entre 1999 et 2010

	2010 CFM	CFM/Total		1999-2010	
		2010	1999-2010 En pts	En %	En effectifs
Paris	438 098	24%	+5	43%	131 493
Hauts-de-Seine	307 083	33%	+6	43%	92 516
Seine-Saint-Denis	75 862	14%	+4	58%	27 967
Val-de-Marne	70 844	14%	+3	44%	21 559
Proche couronne	453 789	23%	+5	46%	142 042
Seine-et-Marne	38 133	9%	+2	42%	11 201
Yvelines	95 594	18%	+3	26%	19 855
Essonne	63 883	15%	+2	24%	12 283
Val d'Oise	40 800	9%	+1	32%	9 798
Grande couronne	238 409	13%	+2	29%	53 136
Île-de-France	1 130 296	20%	+4	41%	326 671

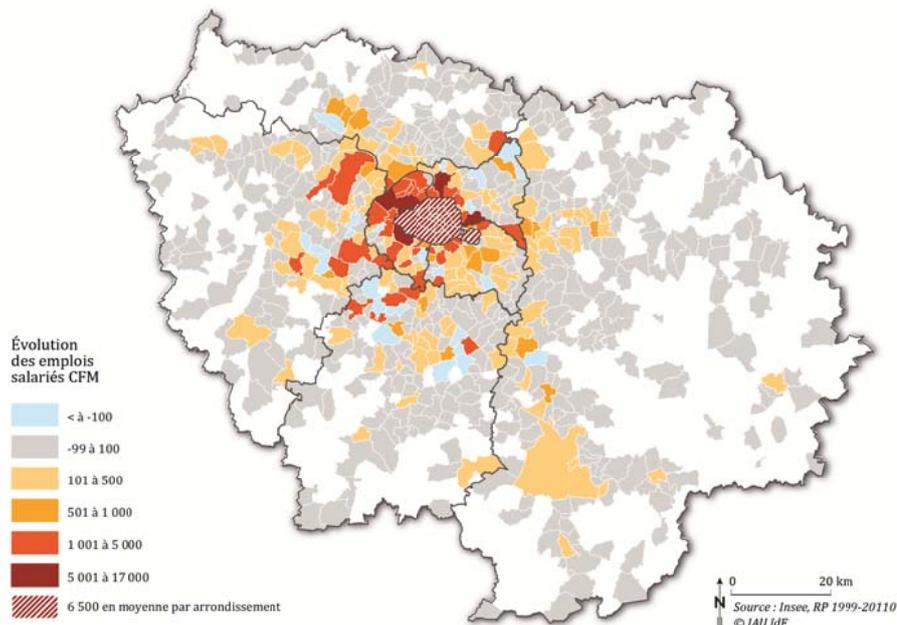
Source : Insee, RP2010

Plus généralement, la structure de l'emploi francilien est très orientée sur les emplois de cadres qui ne cessent de croître depuis les années 70 (multipliés par 4 en 40 ans) et qui ont poursuivi leur croissance sur la période récente. En 1990 et 2010, dans tous les départements franciliens à l'exception de la Seine-et-Marne et du Val-d'Oise, la croissance des emplois de cadres est supérieure à celle des autres catégories, et notamment des professions intermédiaires, en nombre et en taux d'évolution. La proche couronne est le territoire où le nombre de cadres a le plus progressé sur cette période : les Hauts-de-Seine totalisent 30% des gains régionaux entre 1990 et 2010, et Paris 26%, avec respectivement +177 milliers et +155 milliers de cadres supplémentaires.

5,0%

Comme les Hauts-de-Seine, mais pour des effectifs moins importants, la Seine-Saint-Denis en proche couronne, ainsi que les Yvelines et la Seine-et-Marne en grande couronne, ont eu une augmentation des emplois cadres de l'ordre de + 4% par an en moyenne entre 1990 et 2010.

Emplois de cadres des fonctions métropolitaines :
+41% entre 1999 et 2010



Les professions intermédiaires¹ progressent dans tous les départements, particulièrement en Seine-et-Marne, +3,4% par an et 48 milliers d'emplois et dans le Val d'Oise, +2,8% par an et 44 milliers d'emplois. Les employés augmentent également mais moins que les catégories plus qualifiées dans tous les départements sauf à Paris où ils diminuent de 129 milliers d'emplois.

Les emplois d'ouvriers régressent dans tous les départements, mais beaucoup moins en grande couronne, la Seine-et-Marne et le Val-d'Oise ayant une diminution faible.

Evolution des emplois selon la PCS entre 1990 et 2010, en millier et en % par an

1990-2010	artisans		cadres		profession intermédiaires		employés		ouvriers		Total	
	en milliers	par an	en milliers	par an	en milliers	% par an	en milliers	% par an	en milliers	% par an	en milliers	par an
Paris	-15	-0,8%	155	1,8%	55	0,7%	-129	-1,1%	-84	-1,6%	-17	0,0%
Hauts-de-Seine	-2	-0,3%	177	4,3%	39	1,0%	4	0,1%	-62	-2,1%	156	1,0%
Seine-Saint-Denis	-9	-1,2%	56	4,1%	33	1,5%	21	0,8%	-43	-1,5%	58	0,6%
Val-de-Marne	-6	-1,0%	42	2,9%	35	1,6%	13	0,5%	-42	-1,6%	42	0,4%
Proche couronne	-17	-0,8%	274	4,0%	108	1,3%	38	0,4%	-146	-1,7%	257	0,7%
Seine-et-Marne	-2	-0,4%	30	4,0%	48	3,4%	46	2,6%	-9	-0,4%	110	1,6%
Yvelines	-3	-0,5%	62	3,8%	38	1,7%	15	0,6%	-31	-1,4%	80	0,9%
Essonne	-4	-0,8%	34	2,6%	30	1,7%	17	0,8%	-15	-0,8%	61	0,8%
Val d'Oise	-3	-0,7%	31	3,5%	44	2,8%	39	2,0%	-5	-0,3%	105	1,6%
Grande couronne	-12	-0,6%	157	3,4%	159	2,3%	115	1,4%	-60	-0,7%	355	1,2%
Ile-de-France	-44	-0,7%	586	2,9%	322	1,4%	24	0,1%	-289	-1,3%	594	0,6%

Source : Insee, RP1990 et RP2010

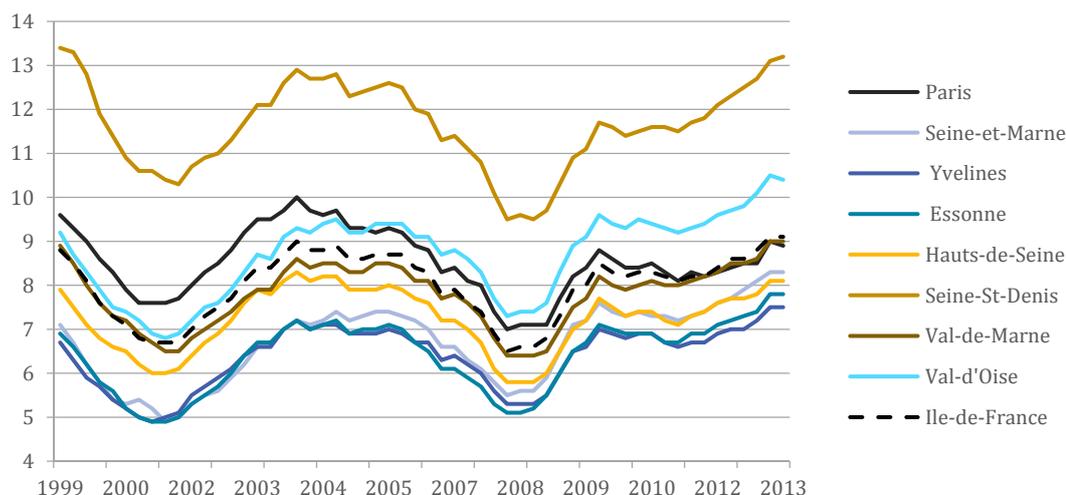
¹ Selon l'Insee, deux tiers des membres du groupe occupe effectivement une position intermédiaire entre les cadres et les agents d'exécution, ouvriers ou employés. Les autres sont intermédiaires dans un sens plus figuré. Ils travaillent dans l'enseignement, la santé et le travail social; parmi eux, les instituteurs, les infirmières, les assistantes sociales.

Chômage : des inégalités sociales et territoriales

Le taux de chômage se maintient à un niveau élevé en France depuis 30 ans. En Île-de-France, où le taux de chômage régional est inférieur au taux national, la situation est très contrastée au niveau départemental et local. Le département de la Seine-Saint-Denis, et dans une moindre mesure celui du Val-d'Oise, se situent nettement au-dessus de la moyenne régionale (respectivement +4,1pts et +1,3 pts). Le taux de chômage de la Seine-Saint-Denis dépasse le taux de chômage moyen en France. Paris, le Val-de-Marne sont dans une situation moyenne. Les autres départements ont un taux de chômage inférieur au taux francilien, notamment les Yvelines, -1,6 pts. Ces inégalités évoluent peu, même si les taux de chômage des départements ont eu tendance à se resserrer au milieu des années 2000.

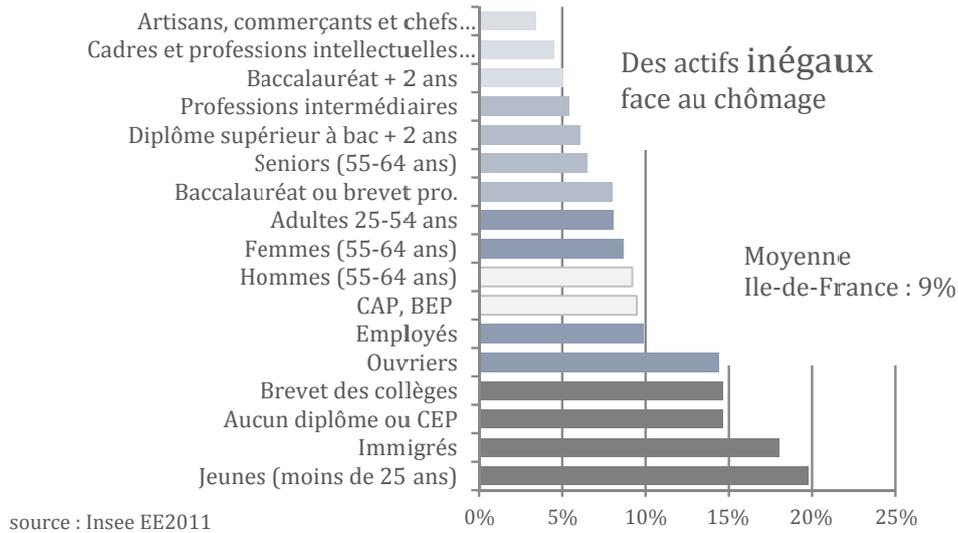
Sur l'ensemble de la période 1999-2013 le taux de chômage de la Seine-Saint-Denis est nettement supérieur au taux francilien. Le taux de chômage de Paris, supérieur à la moyenne régionale, a eu tendance à s'en rapprocher à partir de 2008. Le Val d'Oise, proche de la moyenne en début de période, s'en écarte et affiche un taux de chômage supérieur.

Evolution trimestrielle du chômage entre 1999 et 2013

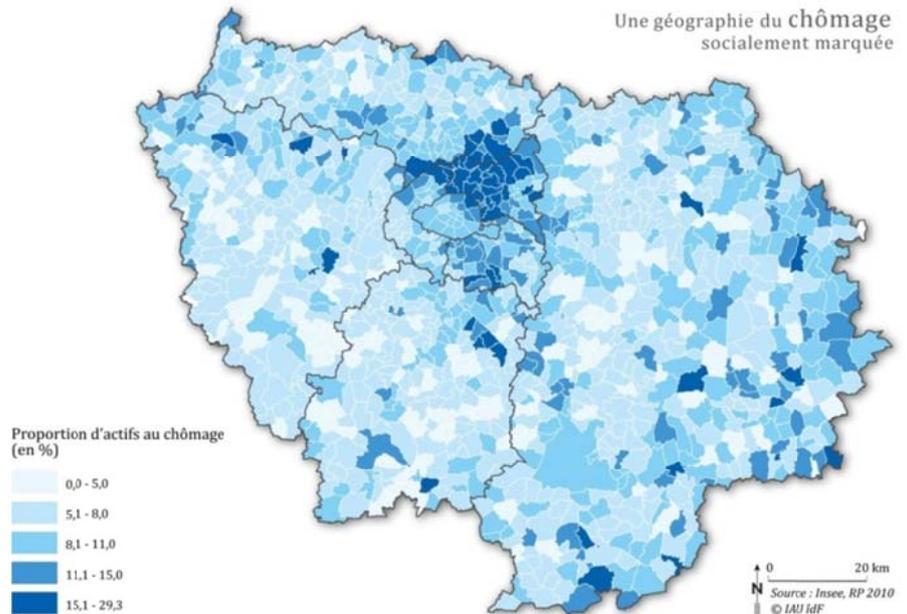


Source : Insee, taux de chômage localisés

Le niveau de chômage des territoires est en grande partie lié aux caractéristiques sociales de la population. En effet, le niveau de diplôme, l'âge, la situation sociale ou la nationalité ont un lien important avec la situation sur le marché du travail. En particulier, la part des actifs de moins de 25 ans au chômage est de 20% en 2011 pour une moyenne de 9%, toutes catégories confondues. Ce sont ensuite les personnes immigrées, les actifs sans diplôme, ou de faible qualification, ou les ouvriers qui sont les plus exposés avec un taux de chômage est de l'ordre de 15%. Alors que le taux de chômage des cadres, des personnes diplômées est inférieur à 5%.



Les territoires où les jeunes actifs, les actifs sans diplôme, les ouvriers sont nombreux dans la population sont ceux qui affichent les taux de chômage les plus élevés. Ainsi, deux grands secteurs géographiques concentrent des populations peu diplômées et ont un taux de chômage supérieur à la moyenne : la proche banlieue nord, soit le département de la Seine-Saint-Denis élargi aux communes limitrophes du Val-d'Oise et des Hauts-de-Seine et aux arrondissements parisiens limitrophes ainsi qu'un territoire plus restreint en proche banlieue sud. Les franges de l'Île-de-France au sud et à l'est même si les effectifs sont faibles sont également touchés.



Le chômage en 2012-2013

	Taux ⁽¹⁾	Ecart taux Ile-de-France	Demandeurs d'emploi en milliers ⁽²⁾	Demandeurs de moins de 25 ans ⁽²⁾	Inscrits depuis plus d'un an ⁽²⁾
Paris	8,9	-0,2	179	6,8	45,2
Hauts-de-Seine	8,1	-1,0	97	9,8	39,0
Seine-Saint-Denis	13,2	4,1	135	12,4	40,6
Val-de-Marne	9,0	-0,1	87	12,2	38,2
Seine-et-Marne	8,3	-0,8	81	17,4	35,1
Yvelines	7,5	-1,6	77	13,8	35,8
Essonne	7,8	-1,3	69	15,4	33,2
Val d'Oise	10,4	1,3	86	15,2	37,7
Ile-de-France	9,1	0,0	810	12,0	39,2

Sources : (1) Insee, taux 2ème trimestre 2013

(2) Pole Emploi, Dares, DEFM de cat A, B, C décembre 2012

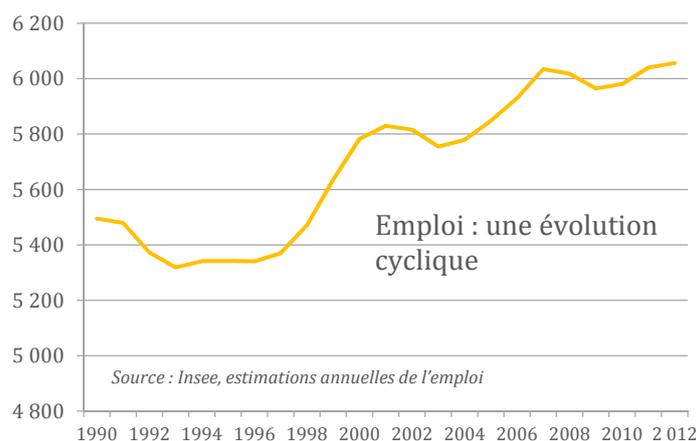
Partie 2 : Effets de crise

Les évolutions de l'emploi sont cycliques. Comme dans d'autres métropoles, les cycles économiques sont amplifiés en Île-de-France. Plus précisément, depuis le milieu des années 80, l'Île-de-France a quasiment toujours connu des évolutions plus marquées que celles de la province, que ce soit à la hausse ou à la baisse, mais en revanche la crise de 2008 a eu un impact plus faible dans la région francilienne². Les années de recul le plus marqué de l'emploi ont été 2008 et 2009 mais les effets de la crise se sont poursuivis ensuite et le chômage a continué d'augmenter jusqu'en 2013³.

Paris et les Hauts de Seine : des cycles plus visibles

Les courbes annuelles de l'emploi (cf. page 7) montrent que l'emploi dans les départements franciliens connaît également des cycles. Paris et les Hauts de Seine, ont des évolutions annuelles plus marquées en volume car les gains et les pertes concernent des volumes d'emploi importants dans ces deux territoires.

Evolution de l'emploi en Île-de-France, de 1990 à 2012



Si l'on appréhende les évolutions par les taux annuels, qui permettent de comparer les départements entre eux, en dehors de toutes considérations de taille, et donc de mesurer l'impact des cycles sur un territoire quel que soit son volume d'emplois, il en ressort que :

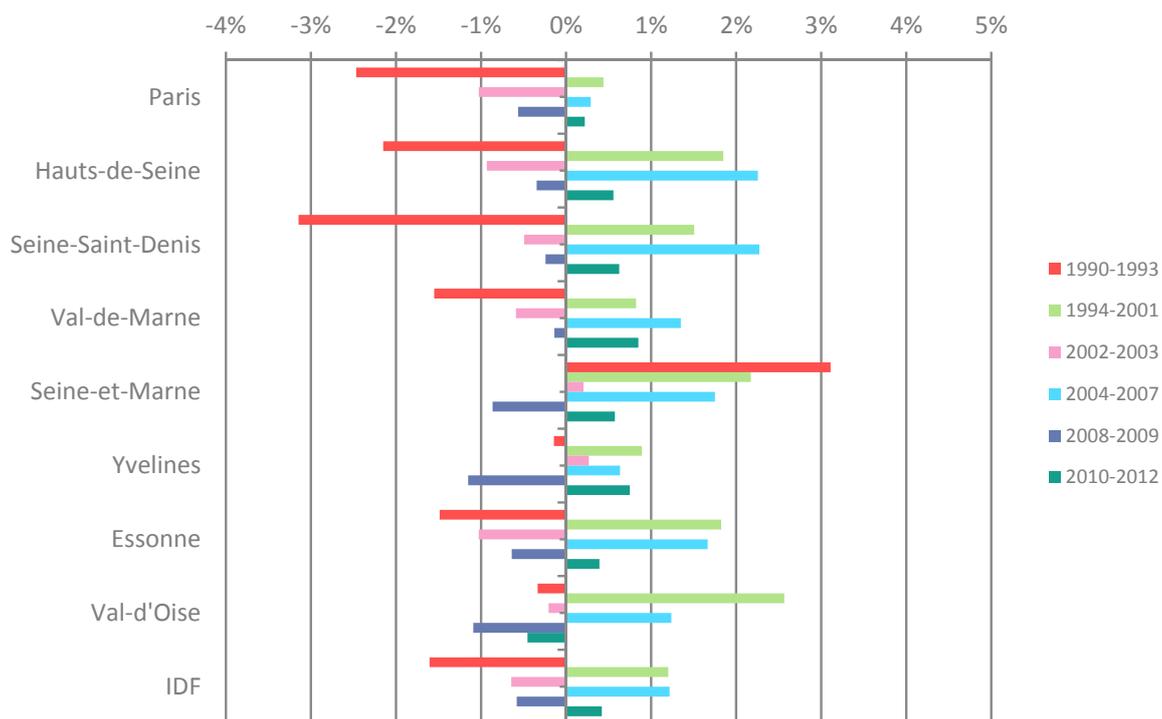
- La crise de 1993 a concerné tous les départements excepté la Seine-et-Marne. Paris et la Seine-Saint-Denis sont les plus touchés;
- Paris a peu profité de la période de croissance de 1994-2001. En revanche, le Val d'Oise, la Seine-et-Marne, l'Essonne, les Hauts-de-Seine et la Seine-Saint-Denis ont un rythme de croissance de l'emploi supérieur au taux régional ;
- Le choc conjoncturel de 2002-2003 ne s'est pas manifesté en Seine-et-Marne et dans les Yvelines ;

² Voir étude « Emploi et crise en Île-de-France et 7 autres régions françaises, IAU-IDF janvier 2014 »

³ Ce chapitre comprend donc des statistiques sur une moyenne période récente : 2006-2012, 2013 suivant la disponibilité des statistiques ainsi que des éclairages particuliers sur 2008/2009.

- La période de croissance de 2004-2007 bénéficie davantage aux départements des Hauts-de-Seine et de la Seine-Saint-Denis puis de l'Essonne. Paris a un taux de croissance inférieur à la moyenne ;
- Le recul de l'emploi en 2008-2009, est moins important qu'en 1993. Les départements où la diminution de l'emploi est proportionnellement la plus marquée sont les Yvelines, le Val d'Oise, et la Seine-et-Marne.
- En 2010-2012, l'emploi a augmenté en Île-de-France. La croissance de l'emploi est supérieure à la moyenne régionale dans tous les départements de petite couronne et pour les Yvelines et la Seine et Marne en grande couronne.

Evolution de l'emploi en taux annuel par période de croissance ou de décroissance



Source : Insee, estimations annuelles de l'emploi, salarié et non salarié, 2012 provisoire

Crise de 2008, la proche couronne s'en sort mieux

Alors que la crise de 1993, comme celle de 1984 avant elle, a provoqué un choc plus important en Ile-de-France que dans le reste du pays, l'économie francilienne a mieux réagi à la crise de 2008, avec une diminution de l'emploi de -0,6% par an au cours des années 2008 et 2009 pour une moyenne de -0,7% par an sur l'ensemble de la France.

L'emploi a diminué dans tous les départements franciliens. La diminution des effectifs est moins élevée dans les départements de petite couronne : -0,3% par an dans le Val-de-Marne, -0,5% en Seine-Saint-Denis, -0,7% dans les Hauts-de-Seine. En grande couronne le recul de l'emploi est plus élevé que la moyenne régionale dans les Yvelines (-2,3 % sur deux ans), le Val-d'Oise et la Seine-et-Marne (-1,7%). Dans ces départements, le recul des effectifs industriels est égal ou supérieur à la moyenne. L'Essonne et Paris perdent aussi des emplois mais dans

un rythme plus proche de la moyenne. La grande couronne représente plus de la moitié des pertes d'emploi en Île-de-France au cours de ces deux années, Paris 31% et la petite couronne 17%.

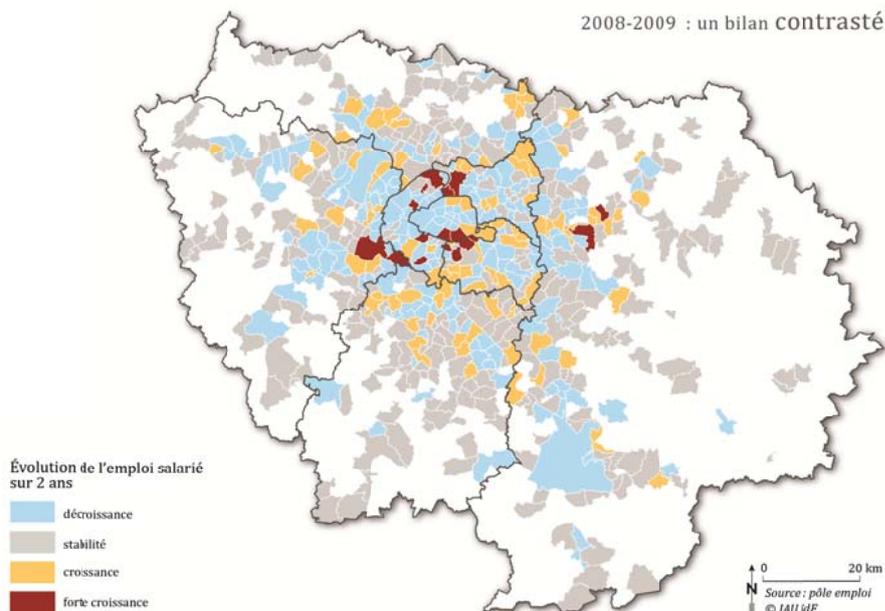
La Seine-Saint-Denis est le premier département à retrouver, en 2010, le niveau d'emploi atteint en 2007. Ce sera ensuite, en 2011, le tour des Hauts-de-Seine, et du Val-de-Marne et de la région dans son ensemble, puis en 2012, de l'Essonne et de la Seine et Marne.

Evolution de l'emploi entre le 31/12/2007 et le 31/12/2009

	Industrie		Tertiaire		Construction		Total*	
	Effectifs	En %	Effectifs	En %	Effectifs	En %	effectifs	En %
Paris	-3 000	-1,7%	-17 300	-0,5%	-1 000	-1,3%	-21 400	-0,6%
Hauts-de-Seine	-5 000	-2,3%	-2 100	-0,1%	-200	-0,3%	-7 300	-0,4%
Seine-Saint-Denis	-5 500	-4,9%	1 400	0,1%	1 300	1,5%	-2 800	-0,3%
Val-de-Marne	-300	-0,4%	-2 900	-0,3%	1 700	2,2%	-1 500	-0,2%
Seine-et-Marne	-3 000	-2,7%	-4 400	-0,6%	-600	-1,0%	-8 200	-0,9%
Yvelines	-5 700	-3,0%	-8 900	-1,0%	1 100	1,4%	-13 600	-1,2%
Essonne	-3 000	-3,0%	-3 300	-0,4%	400	0,6%	-6 000	-0,7%
Val-d'Oise	-2 300	-2,7%	-7 700	-1,1%	900	1,5%	-9 300	-1,1%
Île-de-France	-27 800	-2,6%	-45 200	-0,4%	3 600	0,6%	-70 100	-0,6%

Source : Insee, estimations annuelles de l'emploi, salarié et non salarié, de l'agriculture et non renseigné

Entre le 31/12/2007 et le 31/12/2009, les évolutions de l'emploi par commune sont contrastées. Ces évolutions résultent de la conjoncture économique mais aussi des implantations nouvelles ou des déménagements d'entreprises, des créations. Donc, y



compris en période de crise, certains territoires se développent, même si le recul de l'emploi est la situation la plus fréquente sur cette période.

Des pertes d'emploi dans l'industrie et le tertiaire

Dans tous les départements franciliens, la diminution d'emploi est proportionnellement plus marquée dans l'industrie que dans le tertiaire. En taux seulement car le poids du tertiaire dans l'emploi est tel que les pertes sont supérieures à celles de l'industrie en effectifs.

La crise a accentué un recul de l'industrie déjà présent en période de croissance, -1,6% par an en moyenne de 2004 à 2007.

Au cœur de la crise, 2008 et 2009, le département de la Seine-Saint-Denis est le plus marqué par le recul de l'industrie (-5% et -5 500 emplois en deux ans). Viennent ensuite les Yvelines (-3%, -5 700 emplois) et les Hauts-de-Seine (-2,3%, -5 000 emplois).

Durant les deux années qui suivent 2009 et 2010, l'industrie francilienne continue de perdre des emplois alors que l'emploi repart. La diminution de l'industrie est marquée à Paris et le Val-de-Marne qui semblent accuser un retard de crise. En Seine-St-Denis, elle l'est moins que sur la période précédente mais elle est élevée pour la seconde période consécutive. Les Yvelines et l'Essonne voient leurs effectifs se stabiliser. En 2012, résultat provisoire, le recul de l'industrie se ralentit. Il est supérieur à la moyenne dans le Val-de-Marne.

Evolution annuelle de l'emploi dans l'industrie

	31/12/2007 au 31/12/2009	31/12/2009 au 31/12/2011	31/12/2011 au 31/12/2012	Emplois en 2012 en milliers	Part dans l'emploi total en 2012
Paris	-1,7%	-4,1%	0,1%	74	3,9%
Hauts-de-Seine	-2,3%	-0,5%	-0,1%	102	9,6%
Seine-Saint-Denis	-4,9%	-3,0%	-0,6%	47	7,9%
Val-de-Marne	-0,4%	-2,6%	-1,5%	35	6,3%
Seine-et-Marne	-2,7%	-2,7%	-0,3%	51	10,6%
Yvelines	-3,0%	0,4%	-0,6%	89	15,0%
Essonne	-3,0%	0,0%	-1,1%	45	9,5%
Val-d'Oise	-2,7%	-2,0%	-1,3%	39	9,5%
Ile-de-France	-2,6%	-1,7%	-0,5%	482	7,9%

Source : Insee, estimations annuelles de l'emploi, salarié et non salarié

Les activités tertiaires, en plein développement sur le long terme, ont également subi la crise, même si certaines activités ont continué à gagner de l'emploi⁴. En deux ans, 2008 et 2009, les activités tertiaires ont reculé de 45 200 emplois. Tous les départements sont concernés. Les emplois tertiaires ont diminué en proportion davantage dans les Yvelines et le Val d'Oise qu'en Île-de-France en moyenne. La capitale a perdu 17 300 emplois. En Seine-Saint-Denis, les effectifs sont restés stables. A partir de 2010, le secteur tertiaire retrouve une période de croissance, et ce, particulièrement dans le département de Seine-St-Denis, où la croissance se poursuivra à un rythme plus élevé que la moyenne en 2012 (données provisoires). Les départements des Hauts-de-Seine, et de l'Essonne ont également de bons résultats en 2012, après une croissance inférieure à la moyenne régionale en 2010

⁴ Voir étude « Emploi et crise en Île-de-France et 7 autres régions françaises, IAU-IDF janvier 2014 »

et 2011. Le département du Val d'Oise affiche un résultat négatif en 2012, qui fait suite à une croissance moyenne en 2010-2011 et une régression des effectifs plus marquée que la moyenne pendant la crise. Les évolutions du tertiaire sont proches de la moyenne régionale pour Paris excepté en 2012 où ils diminuent.

Evolution annuelle de l'emploi dans le tertiaire

	31/12/2007 au 31/12/2009	31/12/2009 au 31/12/2011	31/12/2011 au 31/12/2012	Emplois en 2012 en milliers	Part dans l'emploi total en 2012
Paris	-0,5%	1,0%	-0,8%	1781	94,3%
Hauts-de-Seine	-0,1%	0,5%	1,7%	920	86,7%
Seine-Saint-Denis	0,1%	1,7%	1,6%	500	84,3%
Val-de-Marne	-0,3%	0,7%	0,3%	485	86,2%
Seine-et-Marne	-0,6%	1,0%	0,8%	386	80,9%
Yvelines	-1,0%	0,9%	0,4%	460	77,9%
Essonne	-0,4%	0,5%	1,8%	388	82,6%
Val-d'Oise	-1,1%	1,0%	-2,2%	343	82,9%
Ile-de-France	-0,4%	0,9%	0,2%	5263	86,9%

Source : Insee, estimations localisées d'emploi, emplois salariés et non-salariés

La construction, 5% des emplois franciliens, s'est comportée de façon atypique pendant les deux années de crise en affichant une croissance de l'emploi tandis qu'elle diminuait dans les autres régions. Le secteur a augmenté de 1700 emplois dans le Val-de-Marne, 1 300 en Seine-Saint-Denis et 1 100 dans les Yvelines. La crise a touché la construction dans deux départements : Paris, -1000 emplois et la Seine-et-Marne, -600.

Les effectifs de la construction sont stabilisés sur la période suivante (2009-2011), sur l'ensemble de la région. Les résultats de 2012, provisoires, sont satisfaisants pour le secteur en Île-de-France avec un gain d'emploi isolé dans le contexte national.

Evolution annuelle de l'emploi dans la construction

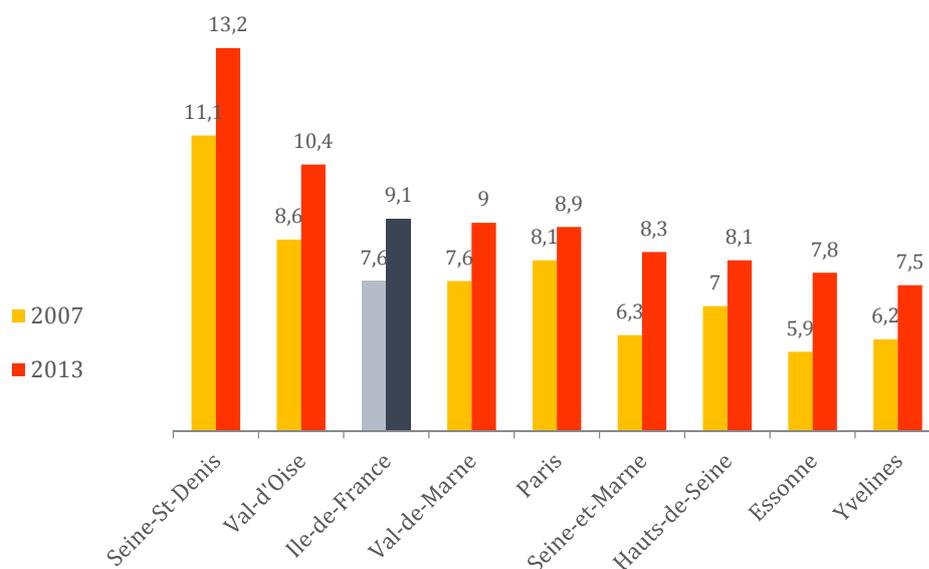
	31/12/2007 au 31/12/2009	31/12/2009 au 31/12/2011	31/12/2011 au 31/12/2012	Emplois en 2012 en milliers	Part dans l'emploi total en 2012
Paris	-1,3%	-2,3%	-1,7%	32	1,7%
Hauts-de-Seine	-0,3%	-0,2%	1,9%	39	7,7%
Seine-Saint-Denis	1,5%	-0,1%	4,5%	46	6,8%
Val-de-Marne	2,2%	1,2%	1,7%	42	7,7%
Seine-et-Marne	-1,0%	1,6%	3,2%	37	3,7%
Yvelines	1,4%	-1,8%	2,4%	40	7,7%
Essonne	0,6%	0,4%	5,1%	36	7,5%
Val-d'Oise	1,5%	1,5%	1,9%	30	7,3%
Ile-de-France	0,6%	0,0%	2,5%	303	5,0%

Source : Insee, estimations annuelles de l'emploi, salarié et non salarié

La crise fait augmenter le chômage

Avec la crise, le chômage a augmenté dans tous les départements franciliens. L'augmentation s'est poursuivie après 2010 alors que l'emploi recommençait à progresser. Entre 2007 et 2013, le taux de chômage a plus progressé que la moyenne régionale dans les départements de la Seine-Saint-Denis, de la Seine-et-Marne, de l'Essonne, et du Val-d'Oise. La Seine-Saint-Denis et le Val d'Oise avaient avant la crise un taux de chômage supérieur à la moyenne.

Evolution des taux de chômage régionaux



Source : Insee, taux de chômage au 2eme trimestre 2007 et 2013

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A⁵ a progressé de 36% sur l'ensemble de la région entre 2007 et 2011. L'augmentation est plus élevée dans les départements de la Seine-et-Marne, de l'Essonne. Les moins de 25 ans sont beaucoup plus exposés au chômage, avec un taux de 20% environ en 2012 en Île-de-France. Le nombre de demandeurs d'emploi a davantage progressé parmi les jeunes, notamment à Paris, dans le Val-de-Marne. En Seine-Saint-Denis département où la population est jeune et le chômage très présent, la progression est du même ordre. L'augmentation du nombre de demandeurs est un peu moins élevée pour les femmes que pour les hommes sauf dans les Yvelines où elle est du même ordre. La demande des plus de 50 ans est très supérieure à la moyenne, même si cette catégorie est moins touchée par le chômage, le taux de chômage de cette catégorie est de 7% environ en 2012 pour moyenne de 9% pour les actifs franciliens.

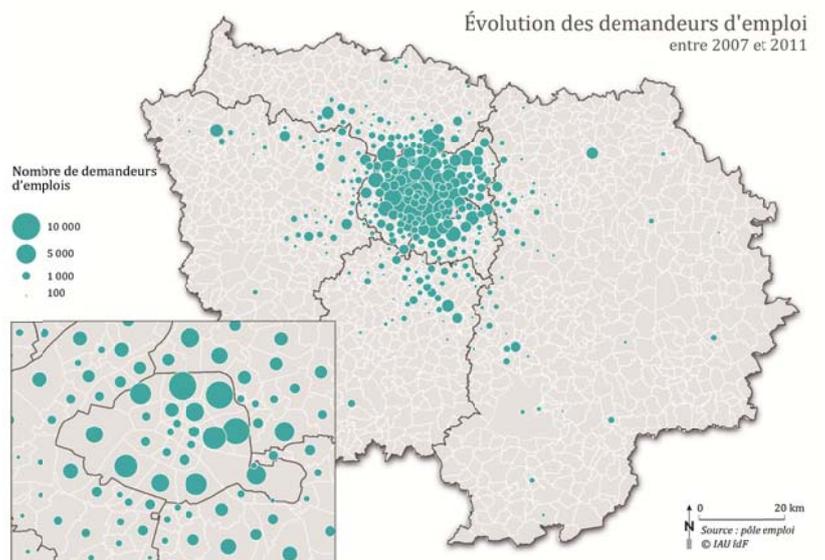
⁵ Il existe plusieurs catégories de demandeur d'emploi. La catégorie A fait référence pour le calcul du taux de chômage. Elle comprend les demandeurs d'emploi effectuant des actes positifs de recherche d'emploi et étant sans emploi

Evolution du chômage entre 2007 et 2011

	Demandeurs d'emploi cat A en milliers en 2011	Evolution des demandeurs d'emploi 2007-2011				Evolution du taux de chômage 2007-2013 en pts
		Total	Jeunes	Femmes	50 ans et plus	
Paris	112,6	24%	33%	22%	47%	0,8
Hauts-de-Seine	65,2	37%	38%	34%	70%	1,1
Seine-Saint-Denis	91,8	35%	36%	29%	64%	2,1
Val-de-Marne	58,6	36%	43%	31%	61%	1,4
Seine-et-Marne	51,7	48%	46%	44%	79%	2,0
Yvelines	49,9	37%	39%	37%	64%	1,3
Essonne	44,0	47%	50%	44%	79%	1,9
Val-d'Oise	57,8	39%	41%	35%	69%	1,8
Ile-de-France	531,6	36%	40%	32%	63%	1,5

Source : Pôle emploi, DEFM de cat A et Insee, taux de chômage localisés, données au 31/12 de chaque année

Entre 2007 et 2011, le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté dans toutes les communes. Bien évidemment les effectifs sont plus importants dans la zone dense. Les hausses les plus importantes en effectifs sont celles des arrondissements du nord est parisien et du sud.

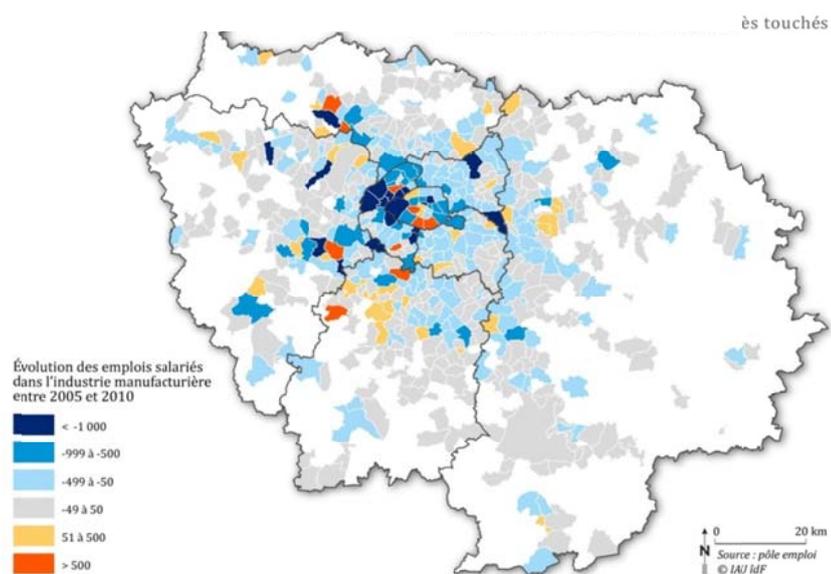
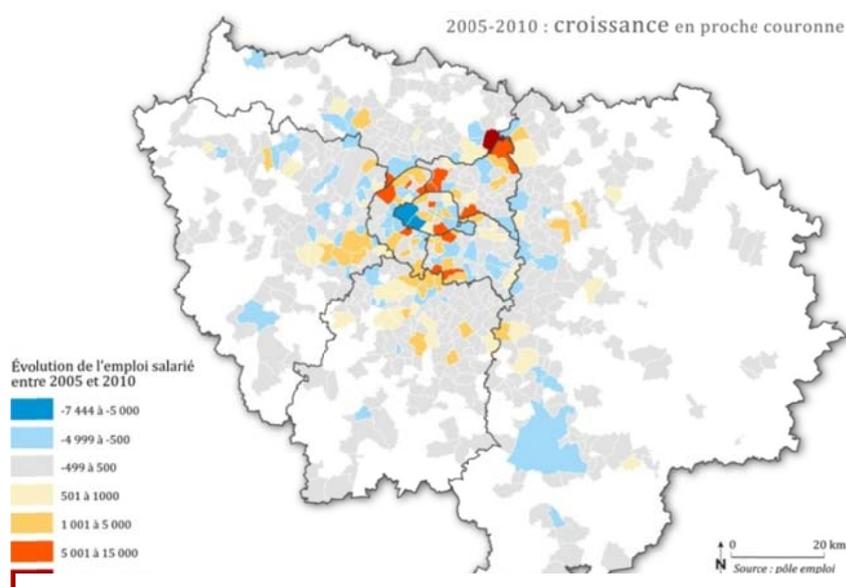


Eclairage cartographique sur les évolutions communales

Les cartes suivantes donnent un aperçu des contrastes géographiques attachés aux évolutions de l'emploi. Elles font référence à une période de 5 ans, 2005-2010, qui comprend le passage de la crise. Ces cartes sont données à titre indicatif. A l'échelle communale, notamment dans les petites communes, les gains ou les pertes, pouvant provenir du déménagement ou de l'arrivée d'un établissement, conduisent à des évolutions d'emplois importantes.

Entre 2005 et 2010, les gains d'emplois les plus importants sont en zone centrale. Saint-Denis, Saint-Ouen (pôle de La Plaine St Denis), Tremblay-en France (pôle de Roissy), Montreuil en Seine-St-Denis; Nanterre, Clichy et Issy-les Moulineaux dans les Hauts-de-Seine ; Rungis, Ivry-sur-Seine et Orly dans le Val-de-Marne sont en pleine expansion (5 000 emplois salariés et plus). A Paris, le bilan est contrasté entre les 9eme et 13eme arrondissements (+7 000) et les 16eme et 15eme arrondissements qui en perdent presque autant. En grande couronne, les gains d'emplois sont moins importants. La commune de Roissy affiche un gain très important.

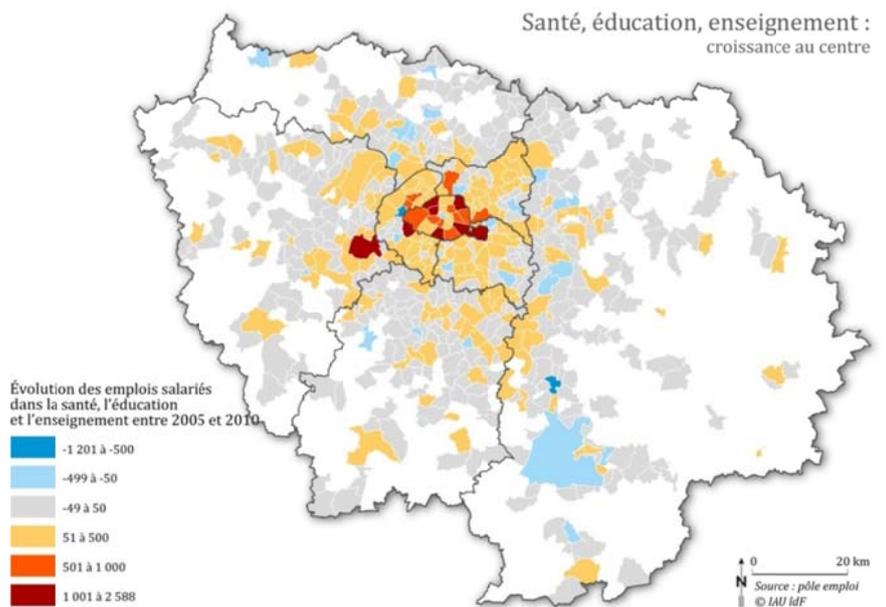
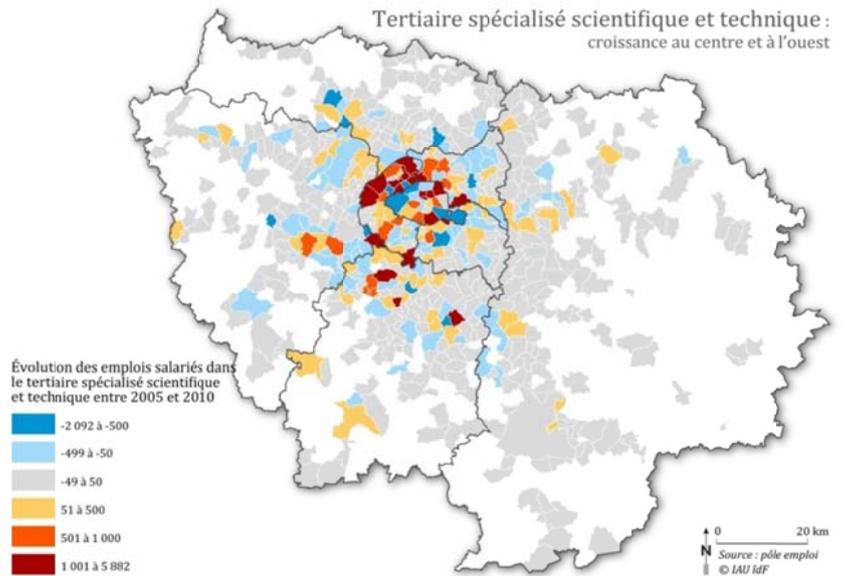
Entre 2005 et 2010, la diminution de l'emploi industriel s'est poursuivie sur une période récente, marquée par ailleurs par la crise. Les diminutions les plus importantes en effectifs sont situées dans la partie centrale des Hauts-de-Seine, puis dans la boucle nord des Hauts-de-Seine puis dans des arrondissements de l'est parisien et des communes de l'axe Versailles-Saint Quentin.



Les cartes ci-après illustrent, sur une période récente, 2005-2010, la croissance des emplois de deux secteurs tertiaires en développement. Le premier, le tertiaire spécialisé scientifique et technique est lié aux entreprises, le second regroupe la santé, l'enseignement et l'action sociale, et répond aux besoins de la population.

Le tertiaire spécialisé scientifique et technique est spécifique de l'économie francilienne et totalisait 470 milliers d'emplois salariés au 31/12/2010 soit 14% des emplois salariés tertiaires. Ce secteur a augmenté de 36 milliers d'emplois en 5 ans. Entre 2005 et 2012, les emplois de ce secteur se sont développés plus particulièrement à Paris (notamment 1er, 2ème et 13ème arrondissements) et en proche couronne, dans les communes de l'ouest et du nord des Hauts-de-Seine (Clichy, Nanterre, Rueil Malmaison, Neuilly, Asnières sur Seine, Gennevilliers,...) ainsi que dans le secteur de la Plaine-Saint-Denis. On note aussi deux axes de développement vers Versailles (ligne de RER Versailles–saint Quentin) et l'axe vers Orsay Palaiseau et la ville nouvelle d'Evry. La plupart de ces secteurs renforcent leur spécialisation sur les fonctions métropolitaines à haute valeur ajoutée⁶.

Les activités liées à la santé et celles à l'enseignement ont été rassemblées ici car elles sont toutes deux liées à la population et se sont développées entre 2005 et 2010. Le secteur de la santé humaine et de l'action sociale comptait 241 milliers d'emplois au 31/12/2010. Il regroupe des activités pour la santé humaine sous des formes variées, publiques ou privées, en

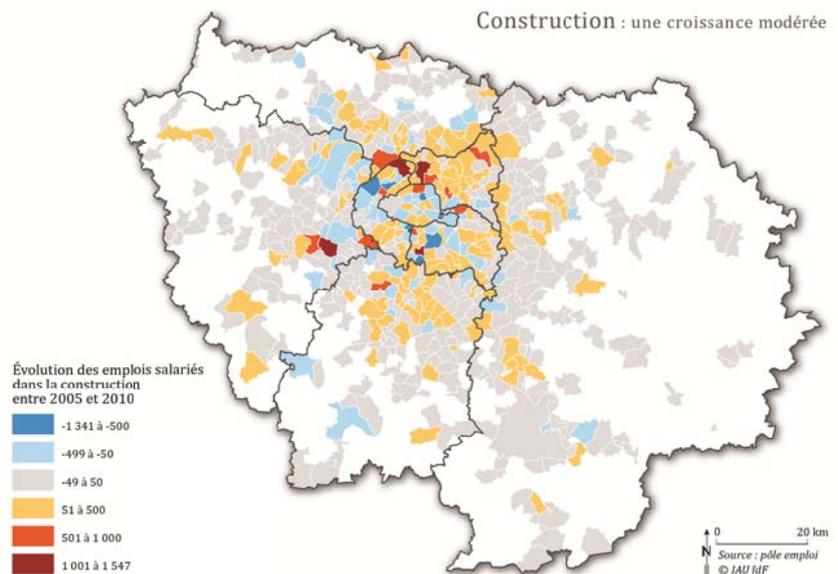


⁶ Tendances et dynamiques économiques en Ile-de-France : synthèse cartographique 2010, Leroi-Guery IAU 2010

pratique libérale ou en établissement, d'hébergement médicalisé et l'hébergement social de personnes en difficulté ou de l'action sociale sans hébergement pour personnes âgées et pour personnes handicapées. L'enseignement comptait 77,6 milliers d'emplois salariés au 31/12/2010. Il s'agit de l'enseignement à tous les niveaux et pour toutes les disciplines, par oral, par écrit, diffusé à la radio, à la télévision, sur Internet ou par correspondance. Le solde net d'emplois pour ces deux secteurs +44 000 emplois salariés, offre une géographie proche des densités de population. Les croissances les plus importantes sont celles d'arrondissements parisiens et de la zone agglomérée dense.

D'autres secteurs tertiaires, la logistique et le transport, l'information et la communication, l'hébergement restauration ont également des croissances d'emplois importantes sur cette période.

Entre 2000 et 2005, l'emploi salarié dans la construction a progressé de 23 000 postes. Cette activité est relativement répartie dans l'espace francilien et les augmentations sont généralement modérées. Les gains d'emploi s'observent sur de nombreuses communes de la zone agglomérée dense, au nord et au sud (Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne).

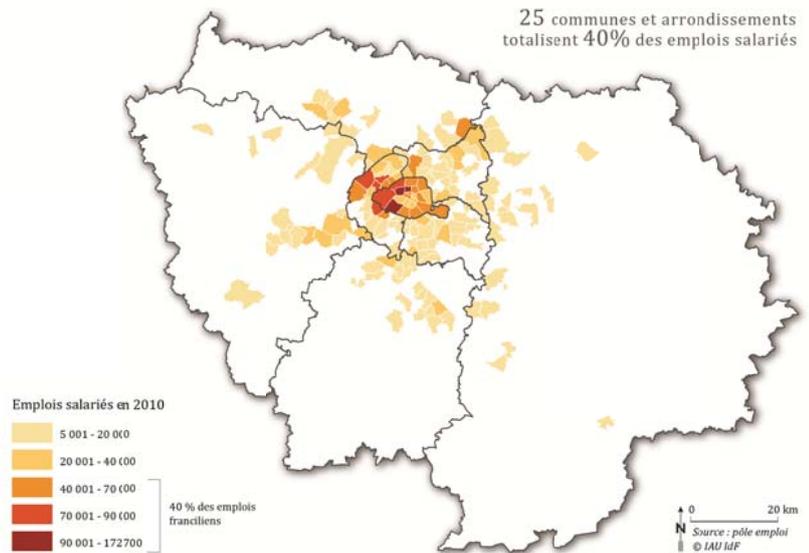


Partie 3 : L'emploi sur le territoire

Les années 2000 se sont soldées par une stabilisation de l'emploi dans la capitale et une croissance de l'emploi en proche couronne. L'agglomération économique s'est densifiée au-delà du périphérique. En 2012, la densité d'emploi est particulièrement élevée dans Paris, les communes de proche couronne ainsi que dans quelques pôles de grande couronne. Dans une économie régionale globalement orientée sur les activités tertiaires et sur les fonctions à haute valeur ajoutée, les territoires ont des orientations économiques spécifiques.

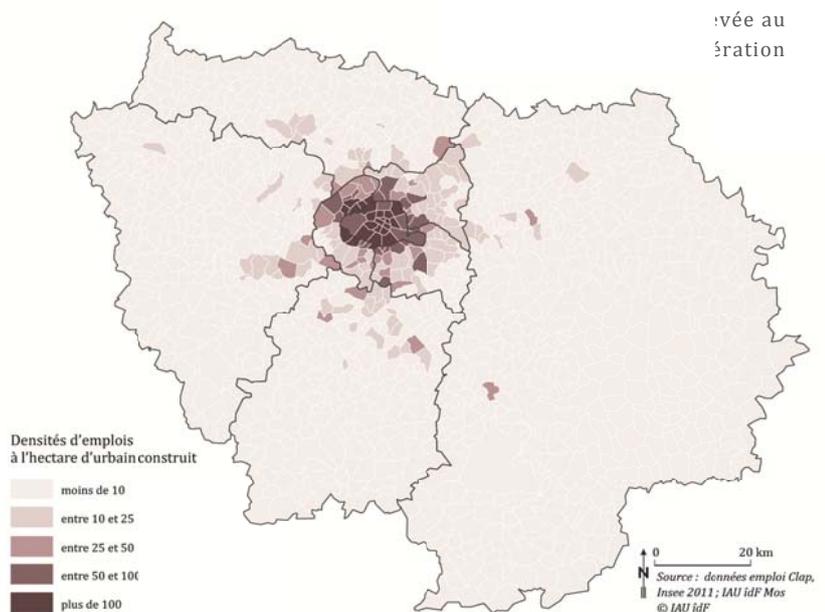
Une zone centrale élargie

En 2012, près de 7 emplois franciliens sur 10 sont localisés sur Paris et les départements de la proche couronne. 25 communes et arrondissements, sur les 1300 que compte l'Île-de-France, totalisent 40% des emplois salariés franciliens et comptent chacun plus de 40 000 salariés. Les 8^{ème}, 9^{ème}, et 15^{ème} arrondissements représentent près d'un salarié francilien sur dix. Dans chacun de ces arrondissements, sont localisés plus de 90 000 emplois salariés.

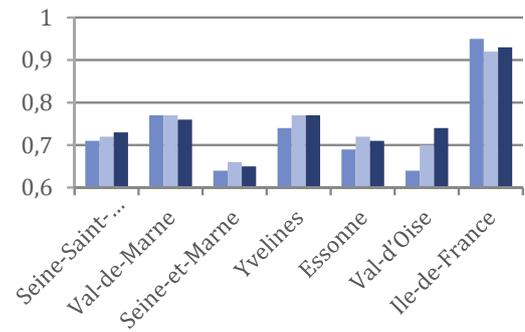
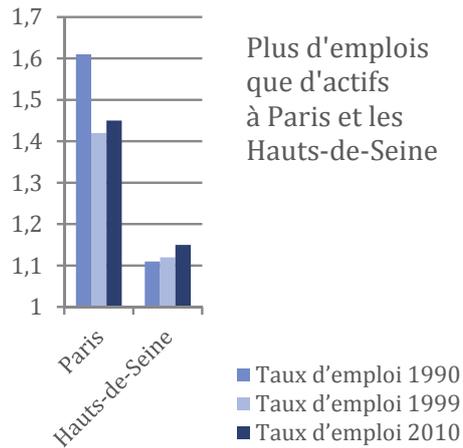


Un territoire économiquement dense, plus de 50 emplois à l'hectare d'urbain construit, englobe la capitale et les communes limitrophes dessinant une « capitale économique » élargie. Les densités d'emplois sont particulièrement élevées au centre puis elles diminuent.

L'« agglomération économique » se prolonge vers des pôles économiques situés en grande couronne, comme par exemple les villes nouvelles et les aéroports.

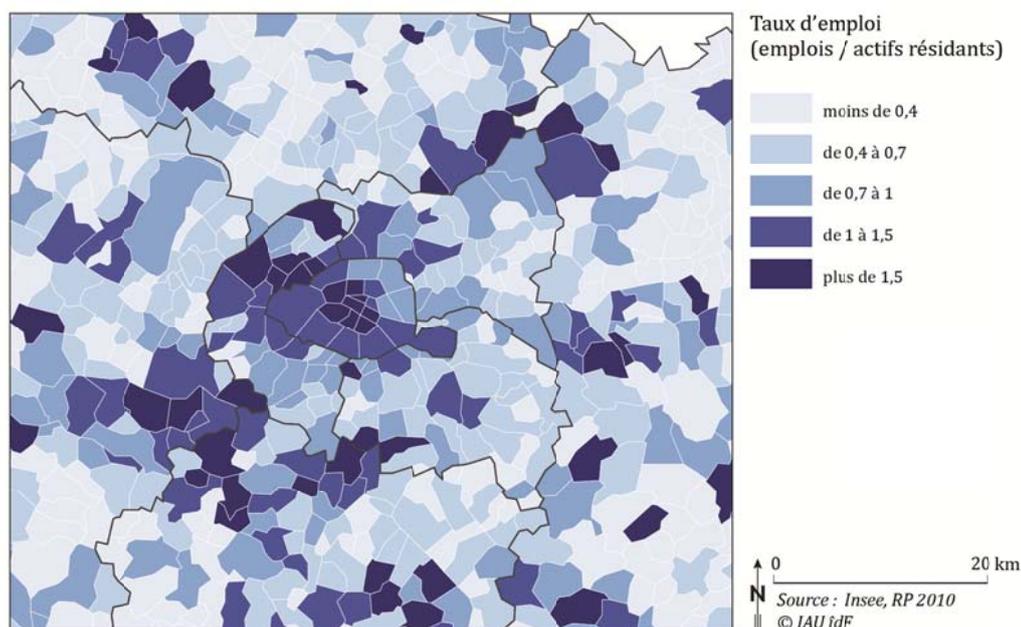


Le contraste de densité entre Paris et la périphérie s'est atténué dans les années 2000 en raison des gains d'emplois de la proche couronne. La densité d'emploi de communes situées à l'ouest s'est renforcée, en particulier dans la partie centrale des Hauts-de-Seine (Nanterre-La Défense), celle de Versailles, de Saint-Quentin-en-Yvelines ainsi que celle de communes situées à la périphérie parisienne comme Clichy, Gennevilliers, Saint-Denis au nord, Ivry-sur-Seine au sud.



Les emplois ont une localisation plus concentrée que la population

L'Île-de-France compte en moyenne 0,93 emplois pour 1 actif francilien et les emplois ont une localisation plus concentrée que celle de la population. Ainsi Paris et les Hauts-de-Seine ont un taux d'emploi⁷ supérieur à 1, signe d'une orientation marquée sur la fonction économique. Dans les autres départements, les actifs résidents sont plus nombreux que les emplois (environ 0,7 emplois pour 1 actif). Les communes de la partie centrale des Hauts-de-Seine, et d'autres communes, Saint-Ouen et Saint-Denis en Seine-Saint-Denis, Gennevilliers dans les Hauts-de-Seine, Ivry-sur-Seine, Créteil, Orly ou Rungis dans le Val-de-Marne ont un taux d'emploi supérieur à 1. Ces pôles d'emplois attractifs génèrent des flux de déplacements domicile-travail importants.



Le taux d'emploi parisien a diminué de 1,61 à 1,45 entre 1990 et 2010. Il a particulièrement reculé dans les 8^{ème}, 2^{ème}, 1^{er} et 9^{ème} arrondissements. En revanche, il a progressé dans le 13^{ème} arrondissement ainsi que dans le 18^{ème} et 19^{ème} arrondissement. Le taux d'emploi des Hauts-de-Seine a augmenté de 1,11 à 1,15 avec des hausses notables sur Nanterre, Puteaux, Gennevilliers. Le taux de la Seine-Saint-Denis a progressé de 0,71 à 0,73, Tremblay-en France et Saint-Denis ont les plus fortes hausses. Le taux d'emploi du Val-de-Marne, 0,76 en 2010 a reculé légèrement par rapport à 1990 mais il est stable depuis 2006. Dans ce département, Arcueil, mais aussi Ivry-Sur-Seine, Fontenay-sous-Bois ou encore Créteil ont connu une augmentation de leur taux. En grande couronne, les taux d'emploi ont augmenté entre 1990 et 1999 puis, entre 1999 et 2010 ont eu tendance à se stabiliser excepté dans le Val d'Oise où le taux d'emploi a augmenté.

7 Rapport entre le nombre d'emplois et le nombre d'actifs résidents

Un tertiaire spécialisé, une industrie qualifiée

Au cours des cinq dernières années (2006-2012), le tertiaire marchand a progressé dans tous les départements, notamment en Seine-Saint-Denis, et dans les Hauts-de-Seine. Le recul de l'industrie s'est poursuivi entre 2006 et 2012, particulièrement en Seine-Saint-Denis, dans le Val d'Oise et en Seine-et-Marne. La Seine-Saint-Denis est de loin celui où la bascule entre industrie et tertiaire marchand est la plus nette.

Les emplois de la construction, ont augmenté plus que la moyenne régionale dans le Val d'Oise, le Val-de-Marne et la Seine-Saint-Denis. Ces évolutions récentes ont poursuivi la tertiarisation des emplois qui s'est opérée dans tous les départements franciliens sur longue période.

Évolution moyenne annuelle des activités économiques entre le 31/12/ 2006 et le 31/12/2011 en %

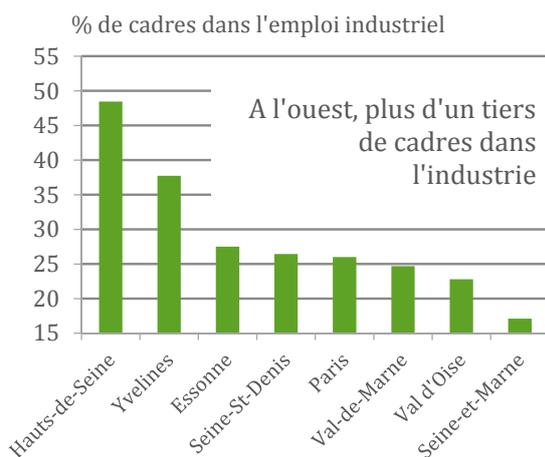
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Industrie	-2,3	-2,8	-2,0	-1,5	-1,3	-3,9	-1,2	-2,9	-2,2
Construction	-0,5	0,9	0,6	1,5	0,5	2,1	2,1	2,5	1,2
Tertiaire marchand	0,6	0,9	-0,1	0,9	1,3	1,4	0,7	0,2	0,8
Tertiaire non marchand	-0,2	0,4	0,5	0,1	0,1	0,8	-0,3	0,2	0,1
Ensemble	0,3	0,3	-0,2	0,4	0,8	0,8	0,3	0,0	0,4

Source : Insee, estimations localisées d'emploi

En gras : résultat supérieur à la moyenne de plus de 0,5 point en valeur absolue

Par rapport à ce profil économique général de l'Île-de-France, les territoires ont des orientations spécifiques, appréciables à travers l'indice de spécificité⁸.

En 2012, l'industrie est surreprésentée dans l'emploi de quatre départements : les Yvelines, la Seine-et-Marne, et dans une moindre mesure, le Val d'Oise et les Hauts-de-Seine. Cependant la spécialisation industrielle a reculé, notamment dans

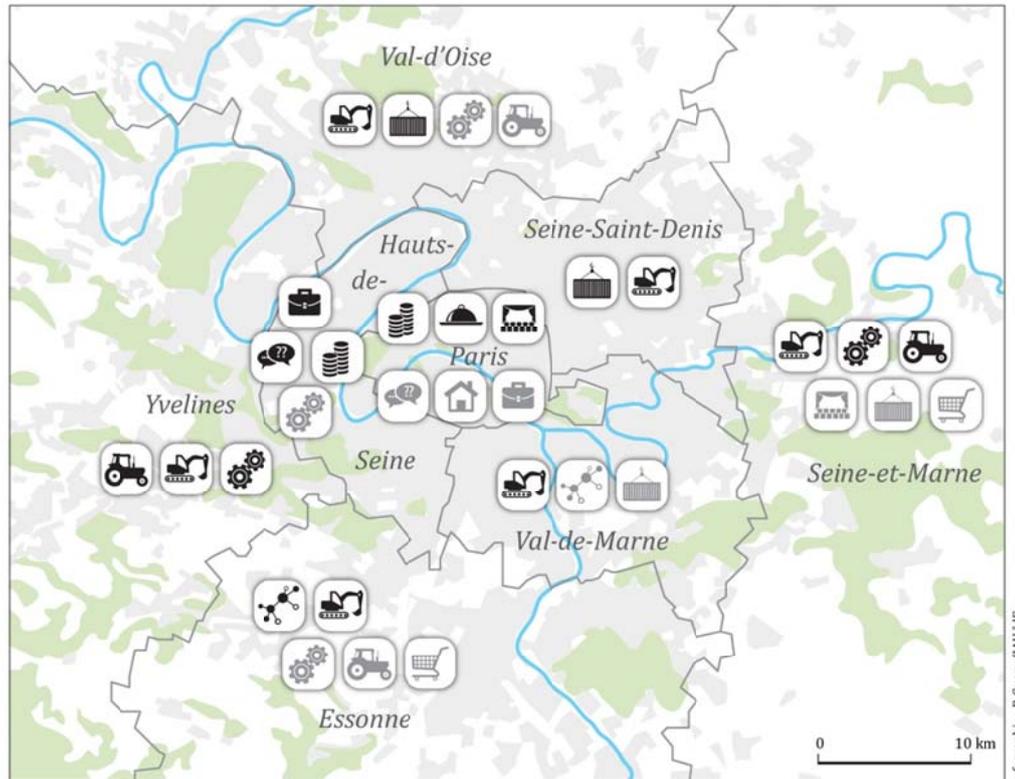


les Yvelines et dans les Hauts de Seine. La grande couronne demeure le territoire le plus industriel en Île-de-France, notamment les Yvelines, 15% des emplois. Paris est le département le moins industriel, avec 4% d'emplois dans l'industrie. L'industrie francilienne est très orientée sur les fonctions de conception et de recherche et emploie des actifs qualifiés. Près de la moitié des emplois de l'industrie sont occupés par des cadres dans les Hauts-de-Seine, plus d'un tiers dans les Yvelines, un sur 4 en moyenne en Île-de-France.

⁸ L'indice de spécificité mesure le poids de l'activité dans un département par rapport au poids moyen en Ile-de-France. Si l'indice est supérieur à 100, l'activité est plus présente dans le département. Si l'indice est supérieur à 150, l'activité est surreprésentée dans le département.

Les activités de services, notamment aux entreprises, sont très présentes en région francilienne. L'Île-de-France compte à elle seule plus d'emplois que l'ensemble des autres grandes régions dans l'information-communication, l'informatique, la finance-assurance, le conseil et soutien technique et la recherche scientifique⁹. A l'exception de la recherche, ces activités sont toutes surreprésentées à Paris et dans les Hauts-de-Seine. La recherche est spécifique de l'Essonne et dans une moindre mesure du Val-de-Marne.

Activités économiques spécifiques



Activités spécifiques

Agriculture	Information-Communication	Arts, spectacles, loisirs
Industrie	Finances et assurances	Hébergement et restauration
Construction	Activités immobilières	Recherche-Développement
Logistique	Conseil soutien technique	Commerce

Spécificité

élevée (1,5 et +)
moyenne (1,2 à 1,4)
<i>Indice de spécificité : part de l'activité économique dans le département rapportée à la part de cette activité en Ile-de-France. Activités spécifiques : indice supérieur ou égal à 1,2.</i>

Source : Insee, clap 2011, emplois salariés
© IAU idF

La construction est une activité économique relativement répartie dans l'espace francilien mais très peu présente dans la structure de l'emploi à Paris et dans les Hauts-de-Seine. Par «défaut», elle devient une spécificité partagée par les six autres départements franciliens.

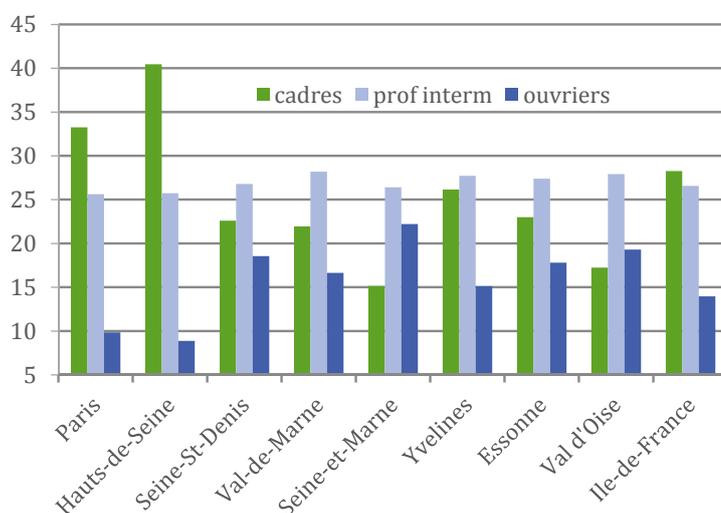
La logistique est très présente dans le Val d'Oise et la Seine-Saint-Denis (Roissy), le Val-de-Marne et la Seine-et-Marne. Enfin, le commerce est une activité liée à la

⁹ Cf étude IAU 2014p34

population et implantée dans tous les départements. Elle est cependant plus présente dans la structure de l'emploi des départements de la Seine-et-Marne et de l'Essonne. Paris est orientée sur l'hébergement-restauration ainsi que les activités arts-spectacles et loisirs. Une activité retrouvée en Seine-et-Marne par la présence du pôle de loisir Eurodisney.

Plus de cadres que d'ouvriers

L'Île-de-France compte désormais plus d'emplois cadres que d'ouvriers, ce qui, par ailleurs est une particularité par rapport aux autres grandes régions. Cette situation se décline dans tous les départements à l'exception de la Seine-et-Marne et du Val d'Oise. Dans le département des Hauts-de-Seine, plus de 4 emplois sur 10 sont occupés par des cadres, à Paris plus de 3 sur 10. Ces deux territoires comptent désormais davantage de cadres que de professions intermédiaires.



Plus de cadres
que d'ouvriers
sauf en Seine et
Marne et Val d'Oise

Plus de cadres
que de
professions
intermédiaires à
Paris et dans les
Hauts de Seine

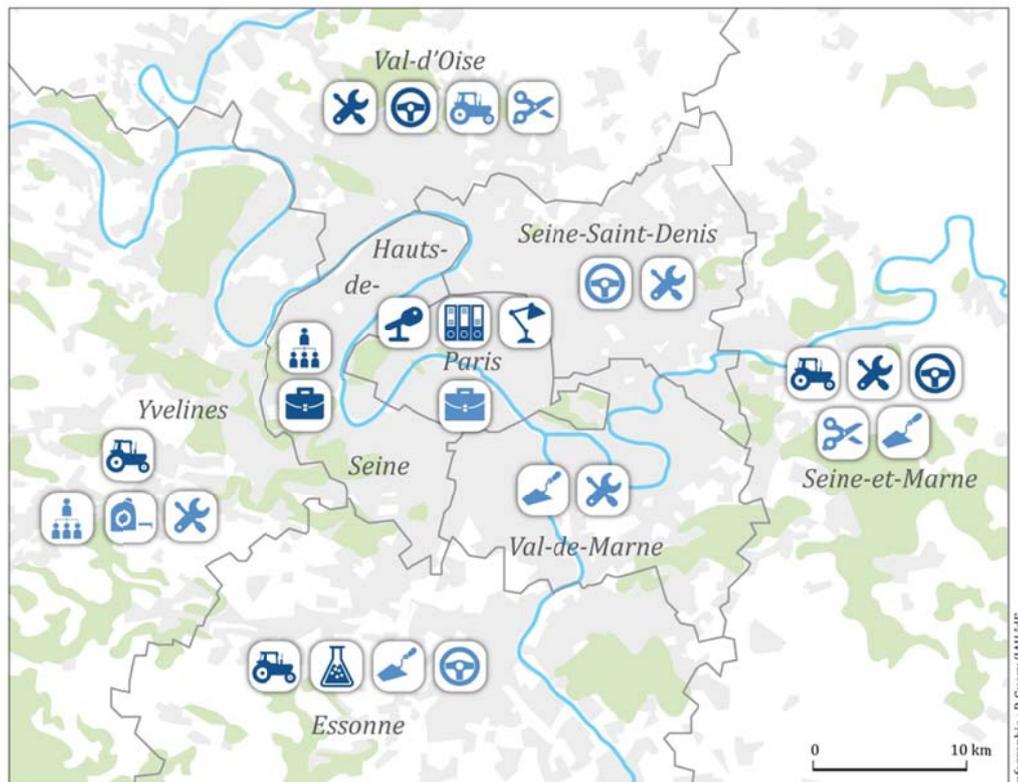
Répartition de l'emploi par catégorie socio-professionnelle en 2010- En %

	Agric.	Artisans commerçants, chefs d'entreprise	Cadres, professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires.	Employés	Ouvriers	total
Paris	0,1	4,8	33,3	25,6	26,4	9,9	100,0
Hauts-de-Seine	0,1	3,5	40,5	25,7	21,3	8,9	100,0
Seine-Saint-Denis	0,0	4,9	22,6	26,8	27,1	18,6	100,0
Val-de-Marne	0,0	4,7	21,9	28,2	28,5	16,6	100,0
Proche couronne	0,0	4,2	30,8	26,7	24,8	13,5	100,0
Seine-et-Marne	0,6	5,6	15,2	26,4	30,0	22,2	100,0
Yvelines	0,2	4,6	26,2	27,7	26,1	15,1	100,0
Essonne	0,2	4,7	23,0	27,4	26,9	17,8	100,0
Val d'Oise	0,2	4,6	17,3	27,9	30,8	19,3	100,0
Grande couronne	0,3	4,9	20,7	27,4	28,3	18,4	100,0
Ile-de-France	0,1	4,6	28,3	26,6	26,4	14,0	100,0

Source : Insee, RP2010

Les spécificités des professions au lieu de travail confirment l'orientation de Paris et des Hauts-de-Seine sur les emplois les plus qualifiés. Les professions de l'information, des arts et des spectacles, les professions libérales, les cadres de la fonction publique sont surreprésentés dans la capitale. Dans les Hauts-de-Seine, les professions les plus typiques sont les ingénieurs et cadres techniques d'entreprise ainsi que les cadres administratifs et commerciaux d'entreprise. Les professeurs et professions scientifiques, sont surreprésentés dans l'Essonne. La présence de l'agriculture en grande couronne conduit à une surreprésentation des agriculteurs (chefs d'exploitations et ouvriers) par rapport à la moyenne régionale, même si ces emplois sont peu nombreux.

Professions spécifiques



Professions spécifiques

Agriculteurs (chefs exploitations, ouvriers)	Professeurs, professions scientifiques	Techniciens
Artisans	Professions de l'information, des arts et spectacles	Ouvriers de l'industrie
Professions libérales	Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise	Ouvriers de l'artisanat
Cadres de la fonction publique	Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise	Chauffeurs, ouvriers de la logistique

Spécificité

élevée (1,5 et +)
moyenne (1,2 à 1,4)
Indice de spécificité : part de l'activité économique dans le département rapportée à la part de cette activité en Ile-de-France. Activités spécifiques : indice supérieur ou égal à 1,2.

Source : Insee, RP 2010, emplois au lieu de travail
© IAU idF

Les Yvelines affichent une orientation « technique et industrielle » avec la surreprésentation des professions qualifiées et moins qualifiées : professions d'ingénieurs et cadres techniques d'entreprise, puis techniciens et enfin des ouvriers de l'industrie. Le Val d'Oise, le Val-de-Marne et la Seine-Saint-Denis sont

également orientés sur des professions d'ouvriers de l'industrie. Les ouvriers de la logistique et les chauffeurs ont une présence marquée en grande couronne, à l'exception des Yvelines, ainsi qu'en Seine-Saint-Denis. Les ouvriers de l'artisanat, c'est-à-dire les ouvriers qui travaillent dans le bâtiment, la mécanique, l'alimentation, l'artisanat d'art ainsi que la restauration, pour les plus qualifiés, sont typiques des emplois de la Seine-et-Marne, de l'Essonne et du Val-de-Marne. Enfin les artisans se retrouvent en plus forte proportion que la moyenne régionale dans le Val-d'Oise et la Seine-et-Marne.

Conclusion

L'Île-de-France, région capitale occupe en France une position particulière et détient en 2012, 23% des emplois, malgré une évolution de l'emploi moins dynamique que la moyenne sur les vingt dernières années. Les emplois se répartissent dans l'espace régional, se localisant en premier lieu dans la capitale et le centre de l'agglomération puis dans des pôles économiques plus éloignés.

L'évolution de l'emploi en France a été marquée récemment par la crise de 2008, à laquelle l'Île-de-France a mieux résisté que les autres régions. Mais surtout, des évolutions structurelles profondes, dont certaines ont démarré depuis longtemps dans la région francilienne, modifient la structure des économies. Les fonctions de production diminuent tandis que les fonctions à haute valeur ajoutée (conception, recherche, gestion,...) se développent, le marché du travail continue d'évoluer vers davantage de flexibilité et fonctionne avec un niveau de chômage qui paraît incompressible. Dans ce contexte. L'Île-de-France, est aujourd'hui la région de loin la plus tertiaire et la plus qualifiée, et présente un niveau de chômage et de précarité moins élevé que la moyenne en France

Elargissement de la centralité

Après les années 90 où l'emploi francilien a progressé plus rapidement en grande couronne, la proche couronne connaît dans les années 2000 un développement plus soutenu de l'emploi, totalisant 62% du solde net d'emploi en Île-de-France entre 2000 et 2012. Les Hauts-de-Seine ont maintenu une forte attractivité, la Seine-Saint-Denis a entamé un nouveau cycle et le Val-de-Marne maintient une croissance modérée. Paris, après avoir perdu des emplois dans les années 90, a stabilisé son niveau d'emploi dans les années 2000.

Au final en 2012, les équilibres se sont modifiés au profit de la proche couronne, et les densités d'emploi ont progressé au-delà du périphérique. Paris est toujours très dense en emplois, mais son poids dans l'ensemble régional diminue au profit de la proche couronne. Son taux d'emploi recule avec des augmentations dans certains arrondissements. Le taux des Hauts-de-Seine et celui de la Seine-Saint-Denis progressent.

Le passage de la crise

Tous les départements franciliens ont été touchés par la crise et ont vu leurs effectifs d'emploi se rétracter au cours des années 2008 et 2009. La crise s'est inscrite dans les tendances déjà à l'œuvre. Ainsi le recul de l'emploi a été moins marqué en proche couronne. Le Val-de-Marne et la Seine-Saint-Denis ont été les deux départements les moins touchés (respectivement -0,5% et -0,3% de leurs effectifs en deux ans). La grande couronne représente plus de la moitié des pertes d'emplois (solde net) en Île-de-France au cours des années 2008 et 2009.

Les diminutions d'emploi de l'industrie pendant la crise sont proportionnellement plus élevées que celle du tertiaire, respectivement 2,6% et 0,4% par an en moyenne en 2000 -2009. La crise a accentué un recul de l'industrie déjà présent en

période de croissance. Par ailleurs les effectifs industriels continuent de diminuer en 2010-2012. Le recul de l'industrie pendant la crise a davantage concerné les départements de grande couronne et la Seine-Saint-Denis. Dans ce dernier, les gains d'emplois dans le tertiaire et la construction pendant ces deux années ont contribué à amortir le choc.

La crise a bien évidemment provoqué une augmentation du taux de chômage, déjà situé à un niveau élevé. Les actifs les plus concernés par la hausse sont les moins qualifiés et les jeunes. Les départements de la Seine-Saint-Denis et du Val-d'Oise qui avaient avant la crise un niveau de chômage supérieur à la moyenne ont eu une croissance du taux de chômage supérieur à la moyenne régionale.

Des profils départementaux contrastés

Ces grandes tendances d'évolution se manifestent sur les structures d'emploi et d'activité de tous les départements. Il n'en reste pas moins que ceux-ci, du fait de leur position dans l'espace régional, de leur histoire économique ont des profils contrastés.

- **Paris**, 31% des emplois franciliens, présente la diversité tertiaire et la haute qualification d'une capitale.. L'emploi se stabilise dans les années 2000 et poursuit son évolution structurelle vers plus de services et plus de valeur ajoutée. C'est dans la capitale que la densité d'emploi à l'hectare ainsi que le nombre d'emplois par actifs sont les plus élevés. Plus de 9 emplois sur 10 relèvent du secteur tertiaire en 2012, les cadres, notamment des fonctions métropolitaines continuent de s'imposer dans l'emploi. Paris est orientée sur l'information et la communication, l'immobilier, la banque et les assurances mais aussi les arts et les loisirs, la restauration. Avec une surreprésentation des professions libérales mais aussi des cadres de la fonction publique.
- Le département des **Hauts-de-Seine**, 18% des emplois, une évolution de l'emploi dynamique et ciblé sur le haut de gamme, connaît certaines des caractéristiques parisiennes en plus accentuées désormais. Ainsi la part des cadres, et la part des cadres des fonctions métropolitaines, est supérieure à celle observée dans la capitale, la spécificité économique des Hauts-de-Seine sur la banque et les assurances et sur l'information et la communication est plus élevée; le département affiche une orientation des emplois sur les ingénieurs et cadres techniques et commerciaux d'entreprises.
- La **Seine-Saint-Denis** se renouvelle avec un développement de l'emploi continu depuis 1996, une bascule très nette entre industrie et tertiaire, un bon développement de la construction. Malgré la croissance des emplois tertiaires et une croissance nette des emplois de cadres des fonctions métropolitaines, les spécificités du département sont peu nombreuses et décalées par rapport aux évolutions. Car le département est orienté sur la logistique et la construction avec une surreprésentation des emplois de chauffeurs et ouvriers de la logistique ainsi que des ouvriers de l'industrie.
- Le **Val-de-Marne** est le département dont les évolutions se rapprochent le plus de la moyenne régionale. Il présente sans doute une forme d'équilibre et de diversité avec des orientations contrastées : la construction et la logistique mais aussi la recherche y sont surreprésentées. Après Paris, c'est le département le moins industriel.

- La **Seine-et-Marne** est le département de grande couronne qui s'est le plus développé sur la période 1990-2010, notamment dans les années 90, par le développement de Marne-la-Vallée. L'implantation en 1992 du parc de loisirs Disneyland, puis son développement, explique l'orientation du département sur l'activité de loisirs. Il est également orienté sur l'agriculture, la construction et la logistique. Les agriculteurs, chauffeurs, ouvriers de la logistique et ouvriers de l'artisanat, les artisans sont surreprésentés dans l'emploi.
- Les **Yvelines**, département le plus important en emplois de la grande couronne, a eu une croissance de l'emploi modérée sur la période 1990-2012. Sur 2000-2012, l'industrie a moins diminué que dans les autres départements, le tertiaire s'y est peu développé ainsi que la construction. L'industrie est une activité spécifique du département avec une orientation sur les professions techniques, des ouvriers aux cadres. Il est également orienté sur la construction et l'agriculture.
- Le **Val d'Oise** a connu un développement modéré de 1990 à 2012, essentiellement réalisé dans les années 95-2000. Entre 2000 et 2010, la diminution de l'industrie est inférieure à la moyenne, le développement du tertiaire est modéré, la construction se porte bien. Il est orienté sur la construction, la logistique, puis l'industrie et l'agriculture. Comme la Seine-et-Marne, il compte plus d'ouvriers que de cadres, essentiellement des ouvriers de l'industrie et de la logistique, des chauffeurs. Les agriculteurs et les artisans y sont également surreprésentés.

Les évolutions économiques des 20 dernières années, puis la crise de 2008, ont modifié les équilibres géographiques de l'emploi en Ile-de-France. La croissance de l'emploi a été plus dynamique en proche couronne, qui par ailleurs a mieux résisté à la crise. Ce territoire représente désormais 37% des emplois franciliens, la grande couronne 32% et Paris 31%. La diminution des emplois industriels ainsi que la croissance des emplois tertiaires se poursuivent sur l'ensemble du territoire régional. La bascule est très nette dans le département de la Seine-Saint-Denis. En dépit de cette tendance générale, les départements ont des orientations économiques ainsi qu'une structure de l'emploi bien spécifiques. Les fonctions métropolitaines à haute valeur ajoutée se focalisent sur le cœur de métropole avec un élargissement de la centralité parisienne. Les mutations du nord de l'agglomération se poursuivent. En périphérie, le commerce, la construction, l'artisanat sont des composantes importantes de l'activité économique.

Les actifs franciliens, particulièrement qualifiés par rapport à la moyenne nationale, disposent d'un marché de l'emploi dynamique, à l'échelle de la région capitale. Le taux de chômage régional est un peu moins élevé qu'au niveau national ainsi que la précarité de l'emploi. Cependant, les inégalités sociales et territoriales sont importantes. Récemment, la crise a davantage concerné les catégories les moins qualifiées. La dissociation des emplois et des qualifications, des lieux de travail et des lieux de résidence creusent les inégalités sociales et territoriales. Les potentialités de la main d'œuvre francilienne – diplômés, jeunesse, diversité- se heurtent à des opportunités d'emplois insuffisantes malgré les ressources de la métropole.

Bibliographie

Emploi et crise en Île-de-France et 7 autres régions françaises, IAU Île-de-France, janvier 2014

Atlas des Franciliens IAU Île-de-France, édition 2013-janvier 2013

L'emploi local face à la crise de 2008-2009, un révélateur des différences territoriales FNAU, avril 2011

L'économie en mode actif IAU Île-de-France. Cahier n°156, septembre 2010

La crise et nos territoires. Laurent Davezies. Institut CDC pour la recherche, octobre 2010

Trajectoire de l'Île-de-France vers la spécialisation, IAU Île-de-France, mars 2009



L'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Île-de-France est une fondation reconnue d'utilité publique par décret du 2 août 1960, financée par la Région Île-de-France et par l'État.

15, rue Falguière - 75740 Paris cedex 15 - 33 1 77 49 77 49 - www.iau-idf.fr

6.14.003 - n° d'ISBN 978-27371-1895-1